COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N°22 - 7 Fr - 22 juin 1988

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lenine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

POUR UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE REPRESENTANT LA BOURGEOISIE

UNE MAJORITE P.S.-P.C.F. A L'ASSEMBLEE NATIONALE

261 candidats du P.S., 27 candidats du P.C.F. viennent d'être élus députés à l'Assemblée Nationale, auxquels il faut ajouter Claude MIQUEN élu comme socialiste contre un candidat de l'Elysée et le siège volé au P.S. dans la première circonscription de l'Oise. En effet, dans cette circonscription, une décision arbitraire de la présidence du tribunal de Grande Instance a annulé tous les bulletins du candidat socialiste sous prétexte qu'ils n'étaient pas conformes à la norme. Le siège a été attribué au candidat de l'U.R.C.. Mais cette décision vient d'être annulée. Des élections partielles auront lieu que remportera sans aucun doute le candidat du P.S.. Au total 290 députés P.S. et P.C.F. ont été élus, la majorité absolue étant de 289, le P.S. et le P.C.F. disposent donc de cette majorité.

Délibérément ont été retranchés de ces calculs les députés élus sous l'étiquette Mouvement des Radicaux de Gauche (9), les "divers gauches" et les "centristes" (7). Le M.R.G. est une organisation d'origine et de nature bourgeoise. Les députés élus sous l'étiquette "centriste" ou celle de "divers gauche", bien que présentés par le P.S. font partie du personnel politique de la bourgeoisie. Il n'en reste pas moins que les députés du M.R.G., "divers gauche" et "centristes" présentés sous le sigle de "La France unie, majorité présidentielle" doivent leur élection au P.S. et au P.C.F. en ce qui concerne ceux du M.R.G., et en ce qui concerne les autres au P.S., ainsi qu'à une partie de l'électorat du P.C.F., qui, malgré les consignes de la direction du P.C.F., a voté pour eux au 2e tour. A l'évidence, une majorité absolue existe à l'Assemblée Nationale pour soutenir un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministres représentant les organisations bourgeoises. Elle existe également dans le pays : au 2e tour les candidats du P.S. et du P.C.F. ont obtenu 52 % des suffrages exprimés et c'est par millions que parmis les abstentionnistes du 2e tour se comptent les partisans d'un tel gouvernement.

Après les élections présidentielles, les élections à l'Assemblée Nationale témoignent que le rapport des forces sociales et politiques en France est de façon écrasante en faveur de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse et de leurs organisations politiques (le P.S. et le P.C.F.) et syndicales (F.O., la C.G.T., la F.E.N.), à condition que se réalise le Front Unique de ces organisations. Pourtant, les élections ne sont pas un terrain de lutte favorable et propre au prolétariat, bien qu'il doive l'occuper et l'utiliser et qu'il l'occupe et l'utilise effectivement. De plus, ces élections à l'Assemblée Nationale ont eu lieu sur la base de la loi électorale et du découpage des circonscriptions concoctés par PASQUA, loi et découpage conçus pour avantager outrageusement le R.P.R. et l'U.D.F..

DES BRISANTS A LA "VAGUE ROSE"

Que d'obstacles dressés afin d'empêcher que soit élue à l'Assemblée Nationale une majorité absolue P.S. et même une majorité P.S.-P.C.F.. Les plus importants ont été dressés par le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR et la direction du P.S.. Alors que la population venait de voter massivement au deuxième tour des élections présidentielles pour chasser CHIRAC, chef du gouvernement issu des élections du 16 mars 1986, candidat unique de la bourgeoisie et des partis bourgeois, MITTERRAND, à peine élu, a désigné ROCARD comme premier ministre. ROCARD était chargé de constituer un gouvernement dans lequel entreraient des "centristes" et qui obtiendrait le soutien à l'Assemblée Nationale d'une partie des députés U.D.F.-R.P.R. alors majoritaires. La bourgeoisie et ses partis ont subi une dure défaite le 8 mai. Ils ne sont pas en déroute. En leur nom, GISCARD D'ESTAING a dicté à MITTERRAND leurs conditions : pas de ministre U.D.F. dans le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR ; pas de vote de confiance à l'Assemblée Nationale à ce gouvernement ;

vote au coup par coup de ce que ce gouvernement proposerait. C'était net et précis : la majorité U.D.F.-R.P.R. laisserait vivoter le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR jusqu'au jour où elle estimerait qu'il est suffisamment usé et discrédité. Le moment serait alors venu de voter une motion de censure et de provoquer la dissolution de l'Assemblée Nationale. MITTERRAND, ROCARD et compagnie étaient disposés à accepter ce diktat. La réaction des militants du P.S. a traduit l'aspiration de la population laborieuse. Une partie de la direction du P.S. l'a exprimée. MITTERRAND a été contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale qui avait été élue le 16 mars 1986. Contre la bourgeoisie, les aspirations des masses l'emportaient.

MITTERRAND et son gouvernement n'ont pas pour autant renoncé à leur politique de coalition avec un groupement politique bourgeois. Sur leur insistance, la direction du P.S. a ouvert un bureau d'embauche d'aspirants députés "centristes" sous l'étiquette de "La France unie, majorité présidentielle". Le but était de constituer, même artificiellement et au détriment d'élus possibles du P.S., un groupe parlementaire "centristes" qui participe au gouvernement et le soutienne. Echec retentissant : rare et peu marquant ont été les candidats de ce genre. Les travailleurs et les jeunes, qui ont voté MITTERRAND pour chasser du pouvoir les partis bourgeois, ont ressenti cette démarche politique du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR et de la direction du P.S. ainsi qu'un défi.

Ce ne fut pas tout. Dès qu'il a été en place, le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR a ouvertement repris, purement et simplement, la politique de son prédécesseur. BEREGOVOY a claironné qu'il reprenait à son compte le budget BALLADUR. Le nouveau gouvernement a déclaré qu'il n'était pas question d'annuler le totalité des mesures SEGUIN prises contre la Sécurité Sociale, pas plus qu'il n'était question de l'augmentation des salaires, traitements et retraites, du rattrapage du pouvoir d'achat. ROCARD a été jusqu'à dire qu'au mois d'août il fallait s'attendre à ce qu'il y ait 250 000 chômeurs de plus. Pas question non plus de revenir sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, sur la loi MAHAIGNERIE, etc, etc... Le nouveau ministre de l'Education Nationale a annoncé le déblocage d'un milliard 200 millions de crédits... pour appliquer la politique de son prédécesseur à ce poste, MONORY. A l'évidence : obligé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de procéder à de nouvelles élections législatives, MITTERRAND, le gouvernement, la direction du P.S. craignaient une "vague rose" déferlante aux élections des 5 et 12 juin. Ils ont dressé autant de brisants qu'il leur était possible pour la disloquer.

RESULTATS DU PREMIER TOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Ils y sont parvenus partiellement. Jamais depuis l'avènement de la Ve République les abstentions n'ont été au premier tour de l'élection à l'Assemblée Nationale aussi importantes : 34,26 % des inscrits. Alors qu'après son élection à la présidence de la République en 1981, MITTERRAND avait dissous l'Assemblée Nationale, au premier tour des élections législatives qui ont suivi, l'ensemble des candidats du P.S. et du P.C.F. et des candidats étiquetés "gauche", rassemblaient 39,7 % des inscrits. Les candidats des partis bourgeois n'en rassemblaient que 30,10 %. Le 5 juin 1988, 31,24 % seulement des inscrits ont voté P.S. et P.C.F.. 32,54 % ont voté pour les candidats des partis bourgeois. Comparé au premier tour des élections présidentielles, le pourcentage des voix des partis ouvriers est tombé de 39,17 à 31,84 % des inscrits, et celui des partis bourgeois de 38,83 à 32,54 %. Le nombre des électeurs traditionnels des partis ouvriers qui se sont abstenus au premier tour des élections législatives de 1988 s'est compté par millions, mais ce fut aussi le cas des électeurs traditionnels des partis bourgeois. Ainsi comparé au premier tour des élections présidentielles, le R.P.R. a perdu aux élections à l'Assemblée Nationale 1 572 000 voix, l'U.D.F. 501 000 voix. Quant au F.N. son score est tombé de 11,26 % des inscrits à 6,3 %. Au premier tour des élections à l'Assemblée Nationale, le R.P.R. et l'U.D.F. ont obtenu un nombre de voix sensiblement égal. MITTERRAND avait obtenu au premier tour des présidentielles 27,2 % des inscrits, le P.S. n'en a obtenus au premier tour des législatives que 24,18 %. Le P.C.F. est remonté de 5,39 des inscrits à 7,28 %.

Les raisons de cet abstentionnisme massif sont différentes selon qu'il touche les partis bourgeois ou les partis ouvriers : pour les premiers il ne s'agit, après la défaite de CHIRAC, que de l'inéluctable démoralisation de leur électorat ; pour les seconds, l'abstentionnisme qui frappe le P.S. est la conséquence immédiate et directe de la politique dite "d'ouverture au centre". Le P.C.F. se tire d'affaire car, au moins en paroles, il condamne "l'ouverture au centre". A propos du P.C.F., il faut cependant mesurer plus strictement la limite de sa remontée électorale. Il n'est pas douteux que de nombreux anciens électeurs du P.C.F. ont voulu que ce parti ait des députés à l'Assemblée Nationale. Là où existent des municipalités P.C.F. et où il y avait la possibilité que soit élu au deuxième tour un candidat du P.C.F., la remontée du P.C.F. a été particulièrement marquée. Pourtant, à l'échelle nationale, cette remontée est très limitée. Il suffit de se souvenir qu'aux élections à l'Assemblée Nationale du 16 mars 1986, le P.C.F. avait obtenu 7,37 % des inscrits et qu'aux élections du 12 juin 1988, il n'en a obtenu que 7,28 %. Or, parmis les électeurs votant P.C.F. au premier tour des élections à l'Assemblée Nationale il y a une grande partie de ceux qui, au premier tour des élections présidentielles avaient voté JUQUIN et LAGUILLER. L'effondrement du F.N. est également un fait marquant de ce premier tour. Fait significatif : les candidats " centristes" présentés par le P.S. sous l'étiquette "La France unie, majorité présidentielle" n'ont eu, au premier tour, que des scores qui ont annoncé leur élimination générale, au second tour l'électorat P.S. les a rejetés. A noter un "petit fait" qui témoigne de la volonté des dirigeants du P.S. de noyer leur propre parti dans la mélasse "centriste" : au premier tour, sur les bulletins de vote, le sigle P.S. n'était pas imprimé. Un repoussoir pour les électeurs voulant voter P.S..

DESISTEMENT RECIPROQUE

Le relatif médiocre score électoral du P.S. au premier tour a soulevé à l'intérieur de ce parti une intense émotion politique qui s'est répercutée jusqu'à sa direction. Les militants ont dit ce qui était : la cause de ce score médiocre, c'est la politique "d'ouverture au centre". La direction du P.S. a dû "tourner". Elle a mis en sourdine "l'ouverture au centre". Rapidement, elle a conclu un accord de désistement réciproque avec le P.C.F.. Les directions du P.C.F. et du P.S. y avaient tout intérêt. Au cas où le P.S., faute d'être majoritaire à l'Assemblée Nationale, n'aurait pas obtenu un nombre de sièges supérieur à celui qu'il détenait précédemment, une crise immédiate aurait été inévitable. Les désistements réciproques des candidats de l'U.R.C. et du Front National rendaient possible cette éventualité. A noter, un "petit fait" : au deuxième tour, sur les bulletins de ses candidats, figurait le sigle P.S..

D'autre part, la direction du P.S. et la bourgeoisie ont intérêt à ce que le P.C.F. conserve un groupe de députés significatif à l'Assemblée Nationale. L'absence d'un groupe parlementaire important du P.C.F. à l'Assemblée Nationale aurait brutalement aggravé la crise de ce parti et réduit considérablement son emprise sur les masses. Or, cette emprise directe, ou par la médiation notamment de l'appareil de la C.G.T., et également par celle de multiples organisations, est indispensable à la défense et à la stabilité de la société, de l'Etat, du pouvoir et de tout gouvernement bourgeois. Le P.S. est devenu le principal représentant parlementaire de la population laborieuse et de la jeunesse. Mais il n'a pas de profondes racines qui plongent à l'intérieur de la classe ouvrière et l'enserrent dans un véritable réseau. Jusqu'à présent, seul le P.C.F. a plongé de telles racines et développé depuis et pendant des décennies un tel réseau. Ce réseau est déjà affaibli et endommagé. L'élimitation du P.C.F. à l'Assemblée Nationale l'aurait, sans nécessairement le détruire totalement, disloqué.

La direction du P.C.F. avait de son côté absolument besoin d'un accord de désistement réciproque avec le P.S. pour conserver un nombre significatif de députés à l'Assemblée Nationale. L'ensemble de ces raisons a dicté aux directions du P.S. et du P.C.F. l'accord de désistement réciproque. Le P.C.F. a toutefois continué à refuser de désister ses candidats en faveur de quelques "centristes", tels Bernard TAPIE, STOLERU. La direction du P.C.F.a continué à se démarquer en apparence de la politique "d'ouverture au centre". En apparence car elle a désisté ses candidats pour d'autres "centristes". Enfin, elle restait "fidèle" à la tradition traître du front populaire : elle a fait se désister ses candidats pour les candidats du Mouvement des Radicaux de Gauche là où ceux-ci devançaient les siens.

CLASSE CONTRE CLASSE

Les exigences politiques ont contraint les partis bourgeois R.P.R.-U.D.F. et F.N. à faire bloc au second tour et le P.S. et le P.C.F. à faire bloc de leur côté. Deux blocs se sont affrontés. Ils reproduisaient la division de la société en classes : bourgeoisie et prolétariat. Sans les désistements réciproques des candidats du P.S. et du P.C.F., des dizaines et des dizaines de candidats du P.S. n'auraient pas été élus, le nombre de députés du P.C.F. se serait réduit à quelques unités. C'était une application, à la vérité très limitée, circonstancielle et entachée par suite du désistement également en faveur des radicaux de gauche et autres "divers gauches", du Front Unique Ouvrier. Les électeurs du P.S. et du P.C.F. ont appliqué rigoureusement l'accord de désistement. Le pourcentage des abstentionnistes a diminué au second tour, il est descendu à 29,80 % des inscrits. Ce sont évidemment dans les circonscriptions où les écarts entre les candidats restant en lice étaient les plus faibles qu'il a le plus baissé. Les reports de voix dans le sens F.N.-U.R.C. se sont généralement bien effectués mais moins dans l'autre sens. Pourtant MITTERRAND, ainsi que les ROCARD et autres FABIUS, ont poursuivi leur politique "d'ouverture au centre" et leurs tentatives de réduire au minimum le nombre des députés du P.S. élus à l'Assemblée Nationale. Le 9 juin, François MITTERRAND expliquait sur TF1 :

> "Une majorité nette <u>sans qu'elle soit excessive</u> me conviendrait".

Et encore :

> "Le gouvernement devra être le plus large possible".

Un véritable coup de poignard dans le dos du P.S. étant donné que la grande masse de l'électorat des partis ouvriers rejettent "l'ouverture au centre".

Dès 20 heures, le dimanche 12, un bourrage de crâne, un pilonnage intensif a commencé. Chaînes de radio et de télévision, presse, tous martèlent le même thème : "les Français veulent un gouvernement du P.S. et du centre". Mais quelle est donc cette abstraction "les Français" ? Toute la vie sociale et politique procède de l'antagonisme inconciliable entre les deux classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie, antagonisme qui se manifeste d'autant plus fortement que l'économie capitaliste est en crise. C'est ce qui s'est exprimé, bien que de façon très déformée, aussi bien aux élections présidentielles qu'à celles à l'Assemblée Nationale. Bien que de façon très atténuée, s'est également exprimé le rapport de force sociale et politique réel qui existe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière tout à l'avantage de cette dernière. Aussi la bourgeoisie veut-elle à tout prix "entortiller" la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, faire en sorte que se constitue un gouvernement de coalition entre le P.S. et une formation bourgeoise. Certains de ses représentants sont montés tout de suite au créneau.

ET TOUJOURS "L'OUVERTURE AU CENTRE"

GISCARD D'ESTAING a déclaré :

> "Je crois que ces résultats veulent dire que les Français n'ont pas voulu confier tous les pouvoirs à un seul parti... Ils ont cherché à dire à leurs élus et aux hommes politiques français : nous voulons que les deux moitiés de la France travaillent ensemble" (...) "Peut-être avons-nous remporté ce soir une victoire sur notre ennemie héréditaire : la division".

BARRE a affirmé :

> "Il appartient au président de la République conformément aux principes mêmes de la Ve République de choisir les orientations qui permettent à cette majorité (une majorité parlementaire qui puise sa fidélité aux valeurs de la République) de se constituer. Demain ne saurait être le temps des combinaisons mais celui où doit prévaloir l'intérêt national".

Mme Simone WEIL a enchaîné :

> "Certainement, le président va devoir se dire : "Il faut une majorité stable". Est-ce que ce sera très rapide, très possible et comment ? Ce ne peut être que sur un projet".

Et les déclarations se succèdent.

La parole est revenue au président :

> "Je me réjouirai de voir progressivement se rassembler autour des choix que je vous ai soumis un nombre croissant de Français et de représentants du peuple".

Aucune doute n'est permis, MITTERRAND et son gouvernement se préparent à accéder aux exigences de la bourgeoisie : un gouvernement de coalition avec un groupe parlementaire bourgeois pour pratiquer, comme le dit BARRE :

> "Une politique à moyen terme permettant de mettre notre pays à l'heure du grand marché européen et du 21e siècle".

L'on sait ce que cela signifie : poursuite sur tous les fronts de l'offensive contre les travailleurs et la jeunesse ; un gouvernement totalement au service de la bourgeoisie, du capitalisme français qui est un des chaînons les plus faibles de la chaîne des puissances impérialistes, au moment où la concurrence sur le marché européen, déjà très vive, va devenir féroce, comme elle l'est sur le marché mondial.

La bourgeoisie voulait un pouvoir fort, faire élire Jacques CHIRAC président de la République et que le gouvernement mis en place à la suite des élections présidentielles soit un gouvernement homogène des partis bourgeois. Sa défaite électorale ne le lui permet pas. Dans la conjoncture politique actuelle, elle estime qu'un gouvernement de coalition entre le P.S. et une formation bourgeoise est devenu la formule gouvernementale la plus apte à réaliser ses objectifs. MITTERRAND et la plupart des dirigeants du P.S. en sont d'accord. La bourgeoisie espère qu'un gouvernement de coalition entre le P.S. et un groupe parlementaire bourgeois s'usera plus ou moins rapidement et qu'un gouvernement homogène des partis bourgeois redeviendra possible. Aussi articule-t-elle sa politique. Un de ses groupes parlementaires (le C.D.S.) se prépare à jouer le jeu d'une coalisation gouvernementale socialiste-centriste fonctionnant selon les conditions qu'elle dicte. Le gros des députés du R.P.R. et une partie de l'U.D.F. se situeront dans une opposition qui prépare l'avenir.

UN GOUVERNEMENT FRAGILE ET FAIBLE

Encore faut-il commencer par constituer le gouvernement de coalition socialiste-centriste et cela s'avère difficile. MITTERRAND après avoir été "brillamment" réélu vient d'encaisser plusieurs gifles successives : il a été contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale ; son candidat au poste de premier secrétaire du P.S., FABIUS, a été battu ; l'électorat du P.S. a éliminé sans appel les candidats présentés sous le sigle de la "Majorité présidentielle, la France unie" qui incarnaient sa politique "d'ouverture au centre".

Immédiatement après les élections, il lui est très difficile d'imposer la constitution d'un gouvernement de coalition P.S. plus des représentants d'un authentique groupe "centriste" à l'Assemblée Nationale. Aussi s'oriente-t-il vers la constitution d'un gouvernement de transition a géométrie parlementaire variable. Le gouvernement constitué après les élections placé sous la direction de Michel ROCARD, amputé des ministres de "l'ouverture" battus aux élections à l'Assemblée Nationale sera plus ou moins reconduit.

La constitution permet que le gouvernement désigné par le président de la République fasse ou ne fasse pas de déclaration devant l'Assemblée Nationale, qu'il demande ou ne demande pas un vote de confiance. Le

gouvernement pourrait bénéficier, selon les projets déposés, du vote de quelques députés de groupes bourgeois (étant donné qu'il y a 276 élus sous l'étiquette "Majorité présidentielle, la France unie" et que la majorité absolue à l'Assemblée Nationale est de 289, il suffirait de l'appoint de 13 députés pour que le gouvernement obtienne la majorité), ou de l'appoint de voix des députés du P.C.F.. A la limite, il peut se passer de majorité à l'Assemblée Nationale en utilisant à répétition l'article 49 ter. Cet article impose que, lorsque le gouvernement y a recours, pour empêcher qu'une loi déposée par le gouvernement soit adoptée, une motion de censure doit être votée à la majorité absolue. Seule une motion de censure peut renverser le gouvernement. Mais il faut que plusieurs dizaines de députés signent le projet de motion de censure pour qu'il soit pris en considération. Il n'y a que les groupes U.D.F. et R.P.R. qui disposent du nombre de députés suffisant pour en déposer une. Par contre, ils n'ont pas la majorité nécessaire à son adoption. Pour qu'elle soit votée, il faudrait que les députés du P.C.F. la votent. Cas de figure peu envisageable. Un gouvernement minoritaire devant l'Assemblée Nationale soutenu par les 276 élus de la "majorité présidentielle, la France unie" est donc possible. D'~~autant plus~~ qu'à peine ouverte la session parlementaire sera close. Tout sera renvoyé à la session d'automne de l'Assemblée Nationale. Inutile d'insister sur la faiblesse et la fragilité d'un tel gouvernement. Il ne peut être que provisoire.

IL Y A UNE MAJORITE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Les résultats et conséquences des élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale sont là, évidentes et incontournables. Le candidat de la bourgeoisie et de ses partis a été défait aux élections présidentielles. En conséquence de cette défaite et des élections les groupes U.D.F.-R.P.R. sont minoritaires à l'Assemblée Nationale. Au soir des élections présidentielles, LE PEN et le F.N. triomphaient, plastronaient. Mais la défaite de la bourgeoisie c'était inéluctablement leur défaite. La sanction ne s'est pas faite attendre : le F.N. n'a plus qu'un député à l'Assemblée Nationale. Cela va être un facteur de crise et de dislocation de ce groupement aux mots d'ordre fascisants, mais qui n'a pas les structures correspondantes et qui est hétérogène. Le bloc réalisé entre l'U.R.C. et le F.N. au 2e tour des élections législatives montre ce qu'est le F.N. et les résultats électoraux prouvent que son électorat n'est absolument pas stable et qu'en tout cas ce n'est pas une partie de l'électorat du P.S. et du P.C.F., ainsi que le prétendaient les "médias".

Il n'y a pas de majorité, clament les chaînes de radio, de télévision, la presse, les commentateurs politiques. Si, il en existe une : la majorité P.S.-P.C.F. que les électorats mêlés du P.S. et du P.C.F. ont élue. Ils ont voté pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F.. En éliminant les candidats "centristes" présentés sous l'étiquette "Majorité présidentielle, la France unie", ils ont même précisé : un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois, sans "personnalité" faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie.

N'y aurait-il pas de majorité parlementaire P.S.-P.C.F. que la force sociale et politique du prolétariat, lorsque se réalise le Front Unique de ses organisations politiques, le P.S. et le P.C.F. et syndicales, F.O., la C.G.T., la F.E.N., permettrait de porter au pouvoir un gouvernement P.S.-P.C.F., en utilisant les méthodes et moyens de la classe ouvrière. En novembre-décembre 1986, il était déjà possible de balayer le gouvernement CHIRAC et sa majorité parlementaire, de porter au pouvoir un gouvernement du P.S. et du P.C.F.. Il suffisait que les organisations ouvrières, le P.S. et le P.C.F., F.O., la C.G.T., la F.E.N. réalisent le Front Unique et appellent la classe ouvrière à engager le combat en se mobilisant et en s'organisant ainsi que l'étaient les étudiants et les lycéens. Tout au contraire, elles ont tout fait pour diviser et paralyser la classe ouvrière. Elles ont sauvé du désastre le gouvernement CHIRAC.

Aujourd'hui il y a une majorité P.S.-P.C.F.. Mais ni le P.S., ni le P.C.F. ne veulent constituer un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre des organisations et partis bourgeois, sans personnalité politique bourgeoise. Le P.S., sous l'impultion de MITTERRAND, poursuit la politique "d'ouverture au centre". Le P.C.F. se dit prêt à participer à un gouvernement "d'unité populaire", c'est-à-dire de collaboration de classe de type front populaire. Mais il ne revendique pas la constitution d'un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre de la bourgeoisie. Les raisons en sont simples : ni le P.S., ni le P.C.F. ne veulent rompre avec la bourgeoisie. Ils restent, comme de 1981 à 1986, des "gérants honnêtes et loyaux du régime capitaliste" en crise. Le P.S. enchaîne sur la politique du gouvernement CHIRAC. Le P.C.F. poursuit sa politique de division et de dislocation de la classe ouvrière. A leur place et selon leur fonction, les dirigeants des centrales syndicales participent à cette politique. Actuellement ils "négocient" les "revendications" du CNPF, soutiennent ouvertement, comme la direction de la F.E.N., le gouvernement MITTERRAND - ROCAR - DURAFOUR, ou de fait comme les directions de F.O. et de la C.G.T.. Sans doute la direction de la C.G.T. va-t-elle, au nom de "l'action", propulser des "mouvements" bidons, disloqués et dislocateurs. De leur côté les "gauchistes" ne vont pas manquer de contribuer à disloquer en opposant "l'unité à la base" à la politique de Front Unique des organisations ouvrières et en essayant de propulser des grèves disloquées, "à la hussarde".

POUR UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS REPRESENTANT DE LA BOURGEOISIE

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse n'ont pas élu une majorité P.S.-P.C.F. pour rien. La volonté que se constitue un gouvernement P.S.-P.C.F. se manifestera. Il faut dès maintenant, sans semer ni nourrir aucune illusion, exprimer cette volonté, dégager et formuler cette revendication première des masses adressée aux dirigeants du P.S. et du P.C.F. :

ROMPEZ AVEC LA BOURGEOISIE
CONSTITUEZ UN GOUVERNEMENT DU P.S. ET DU P.C.F.
(sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois, sans "personnalité" membre du personnel politique de la bourgeoisie).

Bien entendu ces revendications en sous-tendent d'autres :

- rattrapage du pouvoir d'achat et sa garantie par l'échelle mobile des salaires ;
- les 35 heures sans diminution de salaire ;
- plus un emploi en moins, plus un licenciement ;
- tout travailleur au chômage doit avoir droit aux allocations de chômage, sans limite dans le temps ;
- annulation de toutes les réformes réactionnaires promulguées par les gouvernements de la Ve République concernant la Sécurité Sociale, la santé, l'enseignement, etc... ;
- En bloc : les revendications de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse car toutes sont justifiées.

Il est indispensable d'en finir avec la crise économique dont le régime capitaliste est la cause. C'est pourquoi il faut :

un plan de production élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs afin de satisfaire les immenses besoins des masses populaires.

Indiscutablement cela n'est pas possible si la Ve République et ses institutions ne sont pas détruites, si l'Etat bourgeois et ses corps constitués restent intacts. Il faut balayer tout cela.

Les premières décisions fondamentales qu'il faut revendiquer de la majorité P.S.-P.C.F. sont :

- qu'elle décide que l'Assemblée Nationale (c'est-à-dire la majorité P.S.-P.C.F.) se déclare souveraine ;
- que le gouvernement émane d'elle et soit responsable devant elle ;
- qu'elle s'appuie directement sur la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, mobilisées et organisées comme se sont mobilisés et organisés étudiants et lycéens en novembre-décembre 1986.

En quelques mots, il s'agit de s'engager sur la voie de la constitution d'un Etat ouvrier et sur la voie qui mène au socialisme.

UNE NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT

Dans les profondeurs de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, très rapidement va surgir cette interrogation : faut-il, comme les étudiants et les lycéens, se mobiliser et aller à un million et plus à l'Assemblée Nationale mais cette fois pour dicter aux députés du P.S. et du P.C.F. que nous avons élus, ce que nous voulons ?

Une nouvelle étape dans la lutte des classes en France s'est ouverte lorsque le candidat unique de la bourgeoisie et de ses partis a été battu au 2e tour des élections présidentielles. L'élection d'une majorité P.S.-P.C.F., la réduction de la représentation à l'Assemblée Nationale de la bourgeoisie à une minorité des groupes R.P.R.-U.D.F., l'élimination du F.N. de l'Assemblée Nationale ont confirmé que cette nouvelle étape commençait à se développer. Ce n'est qu'un début. La classe ouvrière va chercher et trouver les moyens d'engager le combat selon ses moyens et ses méthodes de classe (voir article "Pour de véritables grèves générales" et "Dirigeants syndicaux rompez les négociations" sur les "revendications" du CNPF"). Cette nouvelle étape provoquera des crises, des ruptures, l'apparition de mouvements, tendances, courants dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière (politiques, le P.S. et le P.C.F. mais aussi syndicales, F.O., C.G.T., F.E.N.) peut-être même directement de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Ce bouillonnement dégagera les éléments indispensables à la construction de Parti Ouvrier Révolutionnaire, sans lequel ne se constituera pas un authentique Gouvernement Ouvrier et Paysan, un gouvernement qui réalisera le programme propre à satisfaire les revendications des masses, à en finir avec la Ve République et ses institutions, à détruire l'Etat bourgeois et ses corps constitués, à commencer la construction de l'Etat ouvrier, à en finir avec la crise, à exproprier le capital, à s'engager sur la voie menant au socialisme. La revendication adressée au P.S. et au P.C.F. : constituez un gouvernement sans ministre bourgeois, s'insère dans ce processus ainsi qu'une revendication transitoire.

Sans ostracisme, armé d'une politique et du programme de transition, le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)" participera, sous les formes qui se révèleront appropriées et nécessaires, à la mesure de ses moyens, à se développement et y contribuera.

Le 22/6/1988

DIRIGEANTS SYNDICAUX : ROMPEZ LES "NEGOCIATIONS" SUR LES REVENDICATIONS DU C.N.P.F.

"UN ACCORD DE METHODE"

Le C.N.P.F. veut aboutir à "un accord d'orientation" avec les centrales syndicales qu'il appelle aussi "accord de méthode". En quoi cela consiste-t-il ? C'est ce que, dès le 16 février, dans un interview accordé au "Monde", le président de la commission sociale du C.N.P.F., M. Pierre GUILLEM, définissait :

> "Dans quelques semaines nous entamerons une négociation en vue d'aboutir à un "accord de méthode" renvoyant à un certain nombre de questions encore à définir, aux branches. Le C.N.P.F. joue un rôle fort important en donnant une impulsion continue aux négociations dans les branches. Nous éviterons ainsi la tentation que pourraient avoir les organisations syndicales et patronales de se faire la "courte échelle" pour s'évader des réalités du terrain en traitant de tous les sujets exclusivement au plan interprofessionnel.
>
> Cette démarche est difficile. Il s'agit, en effet, d'assumer une délicate fonction régulatrice. Elle n'est pas réductrice : les contacts avec les branches sont beaucoup plus nombreux. C'est une politique ambitieuse qui demandera du temps pour se développer."

Le même Pierre GUILLEM a fait, le jeudi 14 avril, le bilan de "la politique contractuelle". Il a expliqué que la cellule "valorisation et transfert" du C.N.P.F. avait réalisé une enquête sur la politique contractuelle auprès de six cent trente entreprises et quarante huit branches. Il en est résulté que 86 % des fédérations pensent qu'il y aura à l'avenir au moins autant, voire plus de négociations. 53 % des entreprises et 72 % des fédérations souhaitent que "le redéploiement de la négociation collective s'effectue prioritairement par le canal d'un accord au niveau de la branche, suivi d'une négociation dans l'entreprise". Selon cette étude, les sujets comme l'adaptation des classifications, les salaires minima, la formation, la mobilité, les conditions de départ en retraite devraient être négociés dans les branches, les entreprises négociant sur la modulation des horaires, les salaires réels, les politiques d'individualisation et le travail de fin de semaine.

Dès la première réunion, le 3 mai, les thèmes à discuter, entre le C.N.P.F. et les centrales syndicales ont été définis : évolutions technologiques, organisation du travail, mobilité, conditions de travail et égalité professionnelle. Ils correspondent à ce qu'entend discuter le C.N.P.F. : "la mobilité géographique et professionnelle de l'emploi". La première réunion de discussion s'est tenue le 25 mai, une autre est prévue qui devrait se tenir le 17 juin. Jusqu'à présent, très peu de chose a filtré de la réunion du 25 mai. La "diplomatie secrète" semble être la règle de ces discussions.

AUTRES OBJECTIFS DU C.N.P.F. : LA SECURITE SOCIALE...

Les objectifs du C.N.P.F. ne se limitent pas là. Il voudrait obtenir une nouvelle modification de la législation du travail allant évidemment dans le sens de la destruction des garanties que la classe ouvrière a conquises et qui subsistent. Mais, déclare Pierre GUILLEM :

> "J'imagine mal qu'un gouvernement puisse modifier demain en profondeur le droit du travail sans une concertation approfondie avec les partenaires sociaux et même dans certains cas, sans que des négociations préliminaires déblayent préalablement le terrain."

Il maintient son projet d'annulation du réajustement du SMIC.

Il poursuit sa campagne contre la Sécurité Sociale :

> "Le C.N.P.F. propose une distinction plus fine entre ce qui relève d'un régime contributif, financé par des cotisations patronales et salariales et la solidarité financée par l'impôt. Nous proposons ainsi que les allocations familiales soient financées par la fiscalité. Mais prenons aussi le régime d'assurance vieillesse qui a des difficultés. Des études montrent que 20 % des dépenses totales qui s'élèveront à 221 milliards en 1988 sont affectés à des prestations pour des assurés

qui n'ont pas ou peu cotisé. On pourrait donc, pour la vieillesse, distinguer les prestations financières par la solidarité nationale d'un régime plus strictement contributif pour les salariés qui continueraient à être financés par des cotisations salariales et patronales."

Pas une "économie" possible n'échappe à la sagacité du président de la commission sociale du C.N.P.F. :

"Pour la maladie, le plus important est de réformer la gestion hospitalière qui, selon les sources, représente 50 à 57 % de dépenses de santé."

Le président gémit :

"En France, le prélèvement social sur les entreprises représente 12,86 % du produit brut (PIB) contre 7,22 % en Allemagne. Les dépenses de protection sociale sont pratiquement équivalentes : 29,3 % du PIB en France, 28,9 % en Allemagne. Mais si on regarde le financement en France, il est bâti à plus de 50 % sur les cotisations des entreprises. Ce pourcentage n'est que de 40 % en RFA, où le recours à la fiscalité est plus important."

En conséquence, le C.N.P.F. veut réduire les prestations que la Sécurité Sociale sert et qu'elles soient de plus en plus financées par l'impôt. "Toutefois", ajoute Pierre GUILLEM, "nous serions irresponsables si nous demandions que cette réforme s'effectue brutalement". Attention, il y a un os : la classe ouvrière pourrait réagir.

L'IMPORTANT C'EST DE PARTICIPER

A propos du chômage, pour l'instant le C.N.P.F. se contente de l'accord récemment conclu entre le C.N.P.F. et les dirigeants des centrales syndicales sauf ceux de la C.G.T.. Les droits des chômeurs ont été un peu plus rognés. Les syndicats signataires ont accepté d'assumer la responsabilité des "stages de formation et de reconversion" des chômeurs. Mais un nouveau déficit des ASSEDIC est prévu en 1989. Alors il faudra aviser :

"C'est de l'honnêteté intellectuelle que d'envisager que nous puissions avant l'expiration de la convention, avoir de nouveaux problèmes si tout ne se déroule pas exactement comme nous le souhaitions."

On sait ce que cela signifie pour les chômeurs.

Un problème pourtant : la direction de la C.G.T. n'a pas signé l'accord du 30 décembre 1987 : pourra-t-elle siéger à l'UNEDIC ? Le vieux routier qui connaît parfaitement les différentes parties que jouent les dirigeants des différentes centrales et leurs roueries, ne s'effraie pas pour autant :

"Il reste à signer une convention difinitive. Une fois qu'elle sera rédigée, nous verrons quelle sera l'attitude de la C.G.T.. Juridiquement, si elle ne signe pas elle s'exclut de la gestion. Mais ce ne serait pas la première fois que la C.G.T. contesterait l'accord et qu'elle ratifierait le texte définitif."

L'accord définitif est maintenant prêt. Le C.N.P.F. a bon espoir que la direction de la C.G.T. signe. "L'Humanité" du 4 mai n'écrivait-elle pas à propos de la réunion C.N.P.F. et centrales syndicales du 3 mai :

"Quatre syndicats (C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C.) ont accepté les thèmes proposés unilatéralement par le C.N.P.F.. Seule la C.G.T. a exprimé son entier désaccord avec les propositions patronales. Ne pratiquant pas la politique de "la chaise vide", elle sera présente au rendez-vous du 25 mai pour affirmer haut et fort notamment la nécessité de l'augmentation des salaires."

Le C.N.P.F. et le gouvernement n'en demandent pas plus : comme aux jeux olympiques, l'important c'est de participer donc de cautionner les discussions et décisions.

ROCARD, LA COMMISSION DU PLAN

Ce que met en avant le C.N.P.F. s'inscrit dans la politique du gouvernement ROCARD. Il suffit de rappeler ce que Michel ROCARD déclarait le 20 octobre 1987 et que "Le Monde" du 22 mai 1988 citait :

"Le syndicalisme à la française est désorienté et traverse une crise de confiance parmi les travailleurs. La revendication était avant tout quantitative quand il faut aujourd'hui négocier le qualitatif. La tradition est collective quand les aspirations individuelles et le désir de chacun d'être reconnu prévaut de plus en plus. (...) Le champ social du contractuel semble se réduire alors qu'il devrait s'élargir. (...) Le patronat a trop souvent refusé de prendre le tournant de la négociation autrement que sous la contrainte. En tout état de cause, un nouveau champ de la négociation est à définir."

C'est ce que fait actuellement le C.N.P.F..

Après avoir insisté sur le développement de "la négociation sociale" y compris "au niveau local", ROCARD déclare :

> "Si le syndicalisme et les salariés ne peuvent raisonnablement s'arc-bouter aveuglément sur la défense des avantages acquis, les adaptations nécessaires ne peuvent se réaliser qu'à travers la négociation."

"Le Monde" souligne :

> "La finalité de la démarche était de mettre en oeuvre "une nouveau contrat social" c'est-à-dire "un principe et un cadre de négociation à tous les niveaux sur ce qui fait partie intégrante du contrat de travail" en particulier la réduction et l'aménagement du temps de travail, la formation et le salaire."

"Le Monde" conclut : "Un nouveau grain à moudre pour négocier."

Le récent rapport du commissariat au plan concernant "la négociation sociale" réaffirme très strictement la "méthode" et les objectifs du C.N.P.F. et ce que préconise Michel ROCARD : prendre en compte les interactions avec l'environnement économique et social et assurer de "nouveaux compromis" qui favorisent :

> "simultanément le progrès économique et social". "Les bases d'un compromis entre les partenaires sociaux pourraient se trouver à l'intersection de ces deux préoccupations (l'économique et le social), chacune des deux parties renonçant à assigner à la négociation collective une vocation unilatérale."

Les syndicats devraient : "prendre en considération le champ de l'économie." Les employeurs :

> "le jeu de la transparence sur les raisons économiques qui les conduisent à opter pour telle ou telle politique d'investissement ou telle mesure sociale."

Les places respectives de la loi et de l'accord devraient être redéfinies comme le rôle des niveaux de négociations (y compris aux niveaux régional et local)... la branche étant : "le pivot du système de négociation", (d'après "Le Monde").

MITTERRAND A FIXE L'ORIENTATION DU GOUVERNEMENT

Les projets du C.N.P.F., les positions de Michel ROCARD, le rapport du commissariat au plan concernant "la négociation sociale" concrétisent les généralités que MITTERRAND a formulées dans "sa lettre aux Français" :

> "L'économique tient le social : impossible de répartir des richesses qui n'existent pas. Le social tient l'économique : impossible de créer des richesses, du moins durablement, sans cohésion de l'entreprise, sans cohésion de la nation."

Ce mot "entreprise" est, dans ce cas, un euphémisme, son utilisation un camouflage. "L'entreprise" n'est pas une chose en soi. Elle se situe dans le cadre d'un mode de production déterminé : actuellement le mode de production capitaliste et ses rapports de production. D'un côté il y a les possesseurs des moyens de production, les capitalistes, ce sont eux qui possèdent les "entreprises". De l'autre côté, il y a les travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail et qui sont obligés de la vendre aux capitalistes pour pouvoir vivre. Les capitalistes ne la leur achètent que s'ils peuvent obtenir que cette force de travail produise une plus-value qui est la source de leurs profits, à condition que les marchandises produites soient vendues à un prix suffisant sur le marché.

"La cohésion de l'entreprise" n'est donc rien d'autre que la soumission, au niveau de chaque entreprise, des travailleurs à l'exploitation et aux exigences du régime capitaliste en crise. C'est la destruction de la cohésion sociale nécessaire au prolétariat pour combattre l'exploitation capitaliste. "La cohésion de la nation" c'est évidemment la cohésion de la société bourgeoise, la subordination du prolétariat atomisé au niveau de "l'entreprise", à la domination de classe de la bourgeoisie, aux institutions, à l'Etat bourgeois.

Après avoir célébré les lois AUROUX qui instaurant la "participation" à "l'entreprise" et vont dans le sens de la marginalisation des syndicats sous le prétexte "d'expression directe" des salariés, MITTERRAND poursuit :

> "Dans l'esprit de ces lois et pour les prolonger, je conseillerai au gouvernement futur qui, pas plus qu'un autre, n'aura à se substituer aux partenaires sociaux, mais dont le devoir sera, comme les autres, de veiller au dialogue et à la compréhension mutuelle, de les inviter à débattre de questions telles que l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail, l'introduction et les effets des technologies nouvelles, la formation des personnels à ces

technologies, la gestion présivionnelle des emplois et des qualifications. Les relations sociales modernes (sic) supposent la reconnaissance du fait syndical par tous et la recherche d'une complémentarité entre le droit d'expression directe des salariés et la négociation collective employeurs-syndicats. L'Etat, de son côté , aura à mettre en place les instruments d'accompagnement (réforme des congés de conversion, incitation financière à la formation continue, etc...). Ce sera la marque d'une évolution heureuse de notre société que cet enrichissement de la politique contractuelle. Plus se généraliseront ces contrats et plus on constatera, dans les faits, que modernisation de l'appareil économique et modernisation des relations sociales sont liées."

Cette politique le gouvernement ROCARD a à charge de l'appliquer. Le nouveau premier ministre l'a confirmé lorsqu'il a reçu les dirigeants des centrales syndicales. Quant au rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 et sa garantie par l'échelle mobile des salaires, une communication de BEREGOVOY, ministre des finances, indique qu'il n'en est pas question : le budget 1988, budget mis au point par le gouvernement CHIRAC et voté par la majorité parlementaire U.D.F.-R.P.R. ne devrait pas être modifié ; la "rigueur" budgéraire et salariale est la ligne de conduite du nouveau gouvernement ; "l'équilibre" de la Sécurité Sociale exigerait que soient maintenus les décrets SEGUIN ainsi que le relèvement des cotisations salariales de 0,4 % pour l'assurance maladie, de 0,2 % pour l'assurance vieillesse.

UN GOUVERNEMENT FAIBLE ET FRAGILE

La bourgeoisie française vient de subir deux défaites électorales extrêmement dures. Politiquement elle est sur la défensive. Mais sa situation économique reste des plus précaires. La concurrence sur le marché mondial commande et le capitalisme français y est dominé par ses grands rivaux européens, américains et japonais. Seule la surexploitation du prolétariat français peut lui permettre d'y faire face et maintenir le taux de profit. Pour le capitalisme français, il est impératif que se poursuive et s'accentue l'offensive économique et sociale pour diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs, aggraver leurs conditions de travail et d'existence, disloquer leurs acquis et conquêtes sociales.

MITTERRAND a été élu par les travailleurs pour chasser CHIRAC, candidat de la bourgeoisie, de l'U.D.F., du R.P.R. et du F.N.. Ils voteront massivement pour les candidats du P.S. et du P.C.F. aux élections à l'Assemblée Nationale pour en chasser la majorité R.P.R.-U.D.F. et les députés du F.N.. Ils n'ont pourtant pas d'illusion : ils savent que la politique de MITTERRAND et du P.S. est une politique de défense du capitalisme en crise. La bourgeoisie sait également parfaitement que le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR et celui qui lui succèdera éventuellement après les élections à l'Assemblée Nationale est et sera entièrement à son service. Situation F0106contradictoire mais très classique : le P.S. et le P.C.F. sont des partis ouvriers traîtres, des partis ouvriers bourgeois. 1936, 1945-46-47, 1981 sont des dates où leur nature de partis ouvriers bourgeois, de partis traîtres à la classe ouvrière a déjà été mise particulièrement en évidence. Le fait qu'aujourd'hui cela se produise dans le cadre de la Ve République et de ses institutions n'empêche pas que MITTERRAND, le P.S. n'innovent pas de ce point de vue.

Mais le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR, est un gouvernement faible et fragile comme le sera celui qui lui succèdera peut-être après les élections. Tout gouvernement dont la couverture parlementaire est composée du P.S., éventuellement du P.C.F. et qui gère "honnêtement et loyalement le régime capitaliste" d'autant plus que celui-ci est en crise, provoque dans ces partis et leurs groupes parlementaires des tensions, des oppositions, voire des crises et des ruptures. En effet, en soutenant de tels gouvernements, ils entrent en contradiction avec leur composition sociale et leur base électorale et cela les destabilise.

Cependant, l'emprise sur les masses, les racines dans les masses de ces partis étaient en 1936, en 1945-46-47, profondes et solides. Le long exercice du pouvoir par la S.F.I.O., l'appui qu'il a apporté à DE GAULLE lorsque ce dernier a accédé au pouvoir en 1958, ont ruiné la S.F.I.O., coupé ses racines dans la classe ouvrière. Le P.S. l'a relayé. Il est devenu un parti électoralement ultra-majoritaire dans la classe ouvrière, sans pour autant se structurer fortement à l'intérieur de celle-ci, ni dans les quartiers, ni sur les lieux de travail, ni dans les syndicats. Le P.C.F. a, au contraire, depuis 1936, développé un réseau considérable, de profondes et multiples racines dans la classe ouvrière, les quartiers, sur les lieux de travail, dans la C.G.T. qu'il contrôle. Mais les défaites politiques électorales que subit depuis 1981 le P.C.F. indiquent que son emprise sur les couches profondes du prolétariat s'est considérablement affaiblie et continue à s'affaiblir rapidement. Il est en crise ouverte. Enfin, les masses massivement votent MITTERRAND et le P.S. sans avoir oublier la politique que les gouvernements MITTERRAND ont pratiquée de 1981 à 1986 et sans illusions sur la politique qu'ils vont pratiquer. Le P.S. ne contrôle pas la classe ouvrière. Le P.C.F. perd le contrôle des couches profondes du prolétariat. Là est le talon d'Achille du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR et de celui qui lui succèdera, peut-être, après les élections à l'Assemblée Nationale.

LES APPAREILS SYNDICAUX EN PREMIERE LIGNE

Déjà le gouvernement CHIRAC n'a pu développer et appliquer sa politique anti-ouvière qu'en raison de l'acceptation de facto de cette politique par les dirigeants des centrales syndicales et de la F.E.N. parce qu'elles ont marché dans la "participation", parce qu'elles ont paralysé la classe ouvrière. Le patronat et les nouveaux gouvernements MITTERRAND ne pourront appliquer leur politique d'agression continue contre le prolétariat que si les dirigeants des centrales syndicales F.O. et C.G.T., de la F.E.N., des fédérations et des syndicats, "jouent le jeu", s'enfoncent dans la "participation", dans la "politique contractuelle" telle que les définissent le C.N.P.F., MITTERRAND et ROCARD. La courroie de transmission de la politique gouvernementale et patronale contre le prolétariat ne peut être que les appareils syndicaux. Mais si les appareils syndicaux se subordonnent à cette politique, les organisations syndicales qu'ils dirigent ne sont pas intégrées à l'Etat. A échéance prévisible il n'est pas possible de les détruire pour établir la corporatisme. Il en résultera, en relation avec les processus en cours dans la classe ouvrière, de violentes contradictions dans les organisations syndicales, contradictions qui se repercuteront sur les appareils syndicaux et à l'intérieur de ceux-ci.

La lutte contre la "participation", pour qu'à tous les niveaux les dirigeants des centrales, des fédérations, des organisations syndicales ne siègent plus dans ses organismes et dans les nouveaux que se préparent à créer MITTERRAND, ROCARD et compagnie, qu'ils les boycottent et appellent à les boycotter est plus nécessaire et important que jamais. Au premier plan de la lutte contre la "participation" se situe l'exigence que les dirigeants des centrales syndicales quittent la table où le C.N.P.F. entend que soit mis au point "un accord de méthode", que soient négociées les "revendications" du patronat et que soit conclu un accord cadre sur "la mobilité géographique et professionnelle de l'emploi" lequel serait concrétisé aux niveaux des "branches" et des entreprises. La lutte contre la "participation" est une expression du combat pour que les centrales, les fédérations, les organisations syndicales réalisent le Front Unique pour imposer l'annulation des mesures prises depuis des années contre la Sécurité Sociale (décret DUFOIS SEGUIN et autres), pour réduire les allocations de chômage et la durée pendant laquelle elles sont versées, etc... et pour toutes les revendications de la classe ouvrière. Elle s'inclut dans le combat pour le Front Unique à tous les niveaux des organisations syndicales pour les revendications.

POUR DE VERITABLES GREVES GENERALES

CHAUSSONS, MICHELIN, SNECMA : BILAN

D'importants mouvements ont eu lieu ces dernières semaines chez CHAUSSON, MICHELIN, à la SNECMA notamment. Tous ont eu comme revendication principale l'augmentation des salaires. Les travailleurs de chez CHAUSSON, ceux de la SNECMA ont revendiqué une augmentation de 1 500 francs par mois pour tous. Chez MICHELIN, la direction de la C.G.T. a repris cette revendication, tandis que celle de la C.F.D.T. ne réclamait que 3 francs de l'heure. La durée de ces mouvements témoigne d'une réelle volonté des travailleurs d'engager le combat pour leurs revendications qui a commencé à se manifester dès avant les élections présidentielles, non seulement dans ces entreprises, mais de façon plus générale dans la classe ouvrière.

Pourtant aucun de ces mouvements n'a pu arracher les revendications des travailleurs de ces entreprises. Après cinq semaines de grève, les travailleurs de chez CHAUSSON ont repris le travail le 21 mars : 52 francs par mois au plus bas niveau et 62 francs pour les autres ; 0,5 % en octobre ; une prime de 500 francs fins mars et 500 francs en avril ; deux jours de grève payés et annulation des sanctions. Chez MICHELIN, le mouvement a commencé le 19 avril. Il semble avoir été résorbé et a disparu comme de l'eau sur le sable sans que la direction de chez MICHELIN n'ait rien cédé. A la SNECMA le mouvement engagé le 17 mars a duré 69 jours. Tout au long du mouvements, les propositions de la direction n'ont que peu varié. Finalement le mouvement s'est épuisé et la direction à les mains libres pour les appliquer : 3,8 % en masse dans l'année dont seulement 2,1 % pour la revalorisation des salaires et 1,7 % pour des augmentations individualisées ; une prime immédiate uniforme de 1 400 francs et, en fin d'année, 1 500 francs d'intéressement aux "résultats de l'entreprise" au cours de ces trois dernières années.

FAILLITE D'UNE METHODE

Comment cela a-t-il été possible ? La bourgeoisie n'a pas l'intention de céder facilement aux revendications. La hausse des profits des sociétés ne changent rien de ce point de vue, car cette hausse est en grande partie due à la baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et à une intensification de l'exploitation de la force de travail. Céder sur les revendications c'est remettre en cause cette hausse du taux de profit. De plus : l'éclaircie

économique actuelle n'est vraisemblablement que passagère, les perspectives sont sombres en particulier pour le capitalisme français qui ne cesse de reculer sur le marché mondial, principalement en ce qui concerne l'exportation des produits de l'industrie.

Engager la bataille exige de réunir des conditions précises, de tenir compte de la maturation des processus en cours dans la classe ouvrière, d'insérer le combat dans un développement et une perspective politique. Par exemple, la façon dont a été engagé et dirigé le mouvement des travailleurs de la SNECMA montre comment "gauchistes" et staliniens peuvent conjointement, comme concurremment, disloquer un mouvement et épuiser la combativité ouvrière.

Le mouvement n'a pas été préparé par une politique systématique de Front Unique en direction des organisations syndicales, politique qui aurait visé à unifier en un seul bloc les travailleurs des différentes usines et de toutes les catégories de la SNECMA. Il n'y a eu aucune agitation systématique exigeant des dirigeants des organisations syndicales qu'ils réalisent l'unité pour la grève générale des travailleurs de la SNECMA, pour qu'ensemble ils appellent à une conférence des travailleurs de toutes les usines de la SNECMA en vue de préparer cette grève générale, conférence composée de délégués élus et mandatés en Assemblées Générales et des représentants des organisations syndicales, conférence préfigurant un authentique comité central de grève. Il n'y a pas eu d'agitation systématique qui montre qu'en réalité les salaires des travailleurs de la SNECMA dépendaient du gouvernement et donc que c'est contre le gouvernement au pouvoir que le combat devait être dirigé.

Manifestement le mouvement a été déclenché sans se soucier de la maturation d'ensemble, de la possibilité de réaliser à l'échelle de la totalité des établissements de la SNECMA la grève générale, en comptant sur la généralisation spontanée, par l'intervention directe des grévistes dans les différentes usines : à la hussarde. L'objectif de ceux qui impulsaient, était "d'étendre le mouvement" et non que les organisations syndicales soient contraintes d'appeler à la grève générale et qu'un organisme représentant l'ensemble des travailleurs de la SNECMA y appelle et l'organise.

UN TEMOIGNAGE

L'interview d'un membre du "comité de grève de Villaroche" que publie l'organe de la L.C.T. "Tribune Ouvrière" est éloquent :

Tribune Ouvrière: Peux-tu nous résumer le début du conflit?

Clairement, ici, si le conflit a pu commercer, c'est le fait que les camarades de Gennevilliers, les travailleurs de Gennevilliers, sont venus en masse, à peu près à 500, sur le centre Villaroche, un matin. Ce matin là il a été possible de balayer un peu la division syndicale. Cela a permis qu'une première giclée de 400 personnes soit sortie pour les acceuillir et que ces 400 personnes mettent en place un comité de grève sur les 1500 francs uniformes. Ceci, à son tour, a fait que les gens des secteurs qui n'ont pas l'habitude de sortir -à cause de la division syndicale, de l'absence de démocratie dans le mouvement et des grèves "souples" de une heure où personne n'y croit-, ont participé sur le centre Villaroche et cela s'est fait d'une manière assez importante.

A la troisième semaine de grève, au centre Snecma Villaroche, la grande majorité des travailleurs était en grève. Ce qui voulait dire que nous étions plus de 2000 en grève sur disons 3500 à 4000 personnes présentes sur le centre, soit une immense majorité.

En ce moment, nous sommes donc à la fin de la septième semaine de grève, c'est une fatigue très importante et il reste un petit noyau dans le centre à faire grève 24 heures. Comme il y a eu plus de 600 personnes à faire la grève sur 24 heures, tout a été bloqué. De ce fait le rapport de force entre la direction et les grévistes était tel, que les gens qui se marquaient deux ou quatre heures de grève, du fait qu'ils ne faisaient rien le reste de la journée, rien du tout, n'ont pas ressenti le besoin de continuer à faire 24 heures. Il y a aussi le fait que, les portes étant très bien bloquées, ils ne ressentent pas trop ce besoin. Notamment dans les études, le problème qui se passe c'est que notre travail n'est pas fait ici. Même si les gens font deux heures de grève,

Jamais le mouvement n'a été unifié en un seul bloc.

Les "comités de grève" n'en avaient que le nom. Ils ont été constitués comme l'avaient été les "comités de grève" des cheminots en décembre 1986 et chez les instituteurs en février 1987 par des militants de Lutte Ouvrière et de la L.C.R..

Et la coordination?

La coordination: elle s'est mise en place un peu plus tard. C'est une coordination qui comprend le comité de grève de Villaroche, c'est-à-dire qui représente par contre toute la grève de Villaroche; un comité de grève de Corbeil , qui représente plutôt un comité d'action de 24 heures -parce que là-bas les syndicats, dès le départ, les deux syndicats ont été un peu mous et ils ont un peu tiré en faveur des 2 heures de grève au lieu des 24 heures-, donc il y a un comité d'action de 24 heures et c'est plutôt ce comité d'action qui s'est prénommé comité de grève, ce qui veut dire qu'ils ont un truc à trois têtes: la CGT, la CFDT et le comité de grève là-bas. Sur Gennevilliers, ce sont des camarades non-syndiqués et des camarades de la CFDT qui viennent. Je dois dire que sur Gennevilliers, ceux qui commandent là-bas c'est l'inter-syndicale ouverte aux non-syndiqués. Or, l'inter-syndicale ouverte aux non-syndiqués çà signifie que ce n'est pas tout à fait un véritable comité de grève. Mais, bon, c'est une amorce de comité de grève. Et à partir de là, des gens de Gennevilliers ont cru que la coordination était importante, le comité de grève de Villaroche aussi, le comité de grève

de Corbeil aussi. On s'est donc réuni, le comité de grève de Villaroche -représentant lui toute l'assemblée générale de Villaroche- et les deux autres composantes de cette coordination.

On se réunit à peu près tous les soirs pour voir ce qui s'est passé dans la journée. En fait, tous les soirs c'est plutôt un bureau de la coordination qui se réunit, et, une ou deux fois par semaine, c'est une coordination un peu plus large. Pratiquement tous les vendredis, depuis maintenant trois semaines, c'est une coordination élargie qui va de 50 à 150 personnes qui se réunit en présence de la radio et de la télévision, parfois en présence de la presse.

Dès lors, pour les appareils syndicaux, et principalement celui de la C.G.T., la manoeuvre était l'enfance de l'art. "L'Humanité" du 6 avril écrit :

A Gennevilliers (forges et fonderies), les salariés entament leur quatrième semaine d'action. Près de 1.400 ouvriers, techniciens, employés sont aujourd'hui en lutte, la grande majorité observant vingt-quatre heures de grève reconductible chaque jour, les autres pratiquant des débrayages quotidiens de durée variable. Depuis le 16 mars, la production est totalement arrêtée. Hier, à l'initiative de la CGT, et après décision des salariés en assemblée générale, une deuxième porte (sur trois que compte le centre) a été fermée.

A Villaroche (études, montage et essais des moteurs) près de 1.300 salariés assistaient à l'assemblée générale hier matin et ce, bien que 35 % du personnel soit en congé cette semaine. A l'invitation de la CGT, de la CFDT et du comité de grève composé de représentants des organisations syndicales dans la lutte et de travailleurs non syndiqués, les salariés ont également décidé de continuer à bloquer la production comme ils le font depuis le 21 mars en observant des arrêts de travail allant du débrayage d'une heure à la grève de 24 heures reconductible. Les portes du centre sont gardées par les grévistes, aucun véhicule ne peut les franchir.

A Corbeil enfin, un vote à bulletin secret a eu lieu hier à l'initiative de la CGT. Une très forte majorité s'en est dégagée pour poursuivre l'action sous des formes aussi variées qu'à Villaroche.

Le tout agrémenté de manifestations à Paris, à Orly.

Le mouvement des travailleurs de chez MICHELIN n'a pu réaliser non plus son unité par la simple spontanéité. Rapidement les appareils syndicaux l'ont disloqué, malgré des manifestations massives à Clermont-Ferrand. Voici ce qu'écrivait "L'Humanité" du 13 mai :

Après la manifestation géante de mercredi dans les rues de Clermont, les «Bibs» poursuivaient hier l'action pour une augmentation de 1500francs, avec une détermination toujours aussi forte.

«L'essentiel pour le mouvement est de choisir une forme adaptée pour durer afin de contraindre la direction de Michelin à céder», nous a indiqué un responsable de la CGT. Le syndicat entend, pour y parvenir, consulter l'ensemble du personnel. «Comme nous l'avons fait pour établir la revendication dont le niveau a été fixé de cette manière, nous voulons ainsi faire jouer à plein la démocratie et déterminer avec les salariés les formes qu'ils souhaitent donner à leur action», a précisé notre interlocuteur.

Plusieurs heures durant, hier matin, les portes de l'entreprise ont été bloquées. La production était alors quasi nulle.

Michelin continue, pour sa part, de refuser toute ouverture de négociations sur la revendication des travailleurs prétextant, sans rire, après avoir révélé, il y a quelques semaines, l'existence d'un trésor de guerre de plusieurs milliards, une situation financière «fragile».

Les «Bibs» sont bien décidés à mener à bien leur mouvement pour les salaires et l'avenir de l'entreprise, en évitant soigneusement pièges et provocations de la direction pour durcir artificiellement l'action, dans l'espoir bien entendu de la faire avorter.

PREPARER D'AUTHENTIQUES GREVES GENERALES

Il n'en reste pas moins que ces mouvements indiquent que dans les profondeurs de la classe ouvrière un processus est en cours qui va vers la réalisation des conditions de combats effectifs et réels pour les revendications et notamment les salaires. Les défaites politiques que vient de subir la bourgeoisie sur le terrain électoral va naturellement nourrir, donner une puissante impulsion à ce processus. Les travailleurs savent que la satisfaction de leurs revendications et la lutte politique pour un gouvernement du Front Unique Ouvrier, un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois ou de "personnalités" faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie, "centristes" ou non, sont indissociables. Aujourd'hui, compte tenu des rapports politiques qui résultent des défaites politiques de la bourgeoisie aux élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale, engager la bataille pour les revendications au niveau d'une corporation, de grosses entreprises est possible et nécessaire. De telles batailles participeront à la réalisation des conditions du combat général pour un gouvernement du Front Unique.

La clarté est indispensable : il s'agit de réaliser la grève générale de corporations entières, de grandes entreprises. Elle doit être préparée par une agitation inlassable pour que les organisations syndicales rompent la participation, réalisent l'unité pour appeler à la grève générale de ces corporations, de ces entreprises, pour qu'elles appellent à la préparation de ces grèves générales par la tenue de conférences réunissant représentants syndicaux et délégués élus et mandatés en Assemblée Générale. En bref : il s'agit de développer une orientation de combat pour le Front Unique des organisations syndicales, qui contribue à ce que les travailleurs soient en mesure de prendre réellement l'initiative qui, au moment du combat, les soude en un seul bloc et qui leur soit possible de constituer à tous les niveaux leurs comités de grève, jusqu'au comité central de grève dans lesquels siègent les représentants syndicaux et les délégués élus, mandatés en Assemblées Générales, Assemblées Générales se réunissant et délibérant chaque jour. En d'autres termes : il s'agit d'établir les conditions pour que les travailleurs réalisent ce que étudiants et lycéens ont réalisé en novembre-décembre 1986 en tenant compte des relations qui existent dans la classe ouvrière, entre les travailleurs et les organisations syndicales.

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.

INTERVENTION AU CONGRES DEPARTEMENTAL
DE LA FCPE DU RHONE (27.3.1988)
Hélène BERTRAND (CPE Eugène PONS LYON 4°)

On voudrait nous faire croire que la crise actuelle, c'est la crise de l'école, que pour la résoudre, il faut "adapter l'école aux mutations technologiques", "ouvrir l'école sur l'extérieur", c'est à dire la soumettre aux entreprises.

Ce discours a pour but de masquer que la crise est celle du système capitaliste, un système dont le seul avenir est le chômage massif.

Le rapport ANDRIEU reconnait que :

" Pour simplement stabiliser le chômage à son niveau actuel, l'économie française devrait créer 1.700.000 emplois entre 1985 et l'an 2000. Pour ramener le chômage à son niveau de 1973, les créations nettes d'emplois devraient atteindre 3.500.000 d'ici l'an 2000, c'est à dire 230.000 par an " alors qu'elles se sont élevées à 30.000 par an en moyenne entre 1945 et 1974, avant la crise !

Une note de l'INSEE publiée début mars nous apprend que si les déséquilibres extérieurs de la France ne se sont pas aggravés c'est parce que les coûts salariaux par unité produite ont baissés. " celà pour la première fois depuis 10 ans grâce à la modération salariale ".

Faut-il commenter ? Pour le patronat français, il est indispensable d'adapter l'école à la généralisation du chômage (on prévoit 3 millions de chômeurs pour la fin 1989). Pour faire baisser les coûts de production, il faut généraliser les emplois précaires, détruire les garanties collectives et les qualifications. Pour celà, il faut en finir avec les diplômes nationaux et faire éclater l'Enseignement Public.

Les revendications des parents, celles des jeunes : droit à l'instruction pour tous, droit au travail, s'opposent aux nécessités de l'économie capitaliste en faillite. La volonté des parents, des jeunes d'obtenir les qualifications les plus élevées possible est contradictoire à la réalité du marché du travail qui n'en a pas besoin.

Ce sont là les raisons pour lesquelles tous les plans sur l'école convergent vers l'éclatement de l'Enseignement Public.

Le plan MONORY, celui du Conseil Economique et Social (CES) et tous les autres proposent :

- une véritable osmose entre les établissements et les entreprises,
- de développer la décentralisation, l'autonomie, la concurrence entre les établissements, la privatisation, la sélection, la destruction des diplômes nationaux.

Ce qui nous inquiète le plus, c'est que la direction de notre Fédération reconnait que le rapport du CES se rapproche du projet éducatif de la FCPE.

Pour sa part, le Conseil Départemental se " reconnait dans le souhait formulé par J.P. CHEVENEMENT : 80% d'une classe d'âge niveau bac d'ici l'an 2000. Ceci est une des conditions nécessaires pour permettre à la France d'assurer sa place dans le contexte européen et dans l'ensemble du monde industrialisé ".

Le Conseil d'Administration fait lui-même la démonstration que le slogan 80% (ou 74%) d'une classe d'âge niveau bac" permet à la France, donc au patronat" d'assurer sa place dans le contexte européen" c'est à dire de faire baisser ses coûts de production. La raison en est simple : le bac des 80% (ou des 74%) est un bac entièrement modifié, c'est à dire complètement dévalorisé. Ce nouveau "bac" doit en finir avec la correspondance entre les diplômes et la qualification car les employeurs ont besoin d'individus adaptables et que se développe la mobilité géographique et professionnelle. C'est ce qu'affirme le rapport LESOURNE.

Mais nous retrouvons les mêmes thèmes dans le rapport moral :
- "Un enseignement intégrant l'ouverture sur la société et le monde de demain" c'est à dire sur les entreprises,

et dans le projet de motion d'orientation pour le Congrès National :
- "Quelle place pour l'entreprise dans la formation?"

- "Comment prendre en compte la mobilité?"
- "Quelle gratuité?".

Alors que les nouveaux textes sur les CAP et BEP démontrent que l'extension du contrôle continu doit aboutir à la généralisation des "diplômes maison" (il y aura autant de commisions d'évaluation que d'établissements, ce sont ces commissions qui définiront avec les équipes pédagogiques les critères d'évaluation) la direction de notre Fédération demande "la diversification des critères d'évaluation, le contrôle continu...".

Le CA départemental voudrait nous faire croire que les orientations de MONORY s'opposent aux propositions du C.E.S (rapport ANDRIEU) : " Le C.E.S a évalué pour l'Education Nationale la nécessité d'une dotation budgétaire de 10% du PNB (soit une augmentation de 50%) ".
Mais il est pour cela contraint de mentir car ce n'est pas ce que propose le C.E.S. Le C.E.S propose un budget de 10% de la PIB pour la formation en général et non pour l'Education Nationale.
La différence est de taille car ce budget incluerait les dépenses des entreprises pour leurs "formations" _ maison, l'apprentissage, les mille et un stages qui offrent au patronat une main d'oeuvre gratuite !...

Notre Fédération abandonne les revendications traditionnelles des parents. C'est ce qui amène la direction nationale à proposer une modification de statut : elle veut adapter le FCPE à l'éclatement de l'Enseignement Public.

Notre Fédération se situe toujours plus sur le terrain de la négociation avec le gouvernement.
Quel est le bilan de plusieurs années de participation ?
Les faits sont têtus : cela n'a pas permis de défendre le droit à l'instruction pour tous, la gratuité, de combattre l'échec scolaire. Par contre, cela a permis au gouvernement de mettre en oeuvre ses plans de destruction de l'école.

Telles sont les raisons qui amène notre CPE à voter contre le rapport moral et à soumettre au Congrès la proposition suivante :

* * *

Résolution proposée

1°) Le Congrès Départemental de la FCPE réaffirme que ce qui fonde l'existence et le combat de la FCPE, c'est la défense de l'Enseignement Public.
Les statuts actuels indiquent que la Fédération formule des voeux sur tout objet concernant "les intérêts matériels et moraux de l'Enseignement Public des élèves qui le fréquentent et de leurs parents".
Fidèle à ces objectifs, le Congrès se prononce contre la modification des statuts qui vise à adapter la FCPE à l'éclatement de l'Education Nationale.

2°) Le Congrès exige :

= Le maintien de l'unité de l'Enseignement Public,

= Le maintien du caractère national des diplômes (en particulier du BAC, des CAP et BEP), l'abrogation de tous les textes le remettant en cause (organisation du contrôle continu, évaluation par capacités, diplômes régionaux...),

= L'indépendance totale de l'Education Nationale vis à vis des intérêts privés : abrogation de tous les textes subordonnant l'école aux entreprises. jumelage, loi Carraz, loi sur l'apprentissage, séquences en entreprises, contrats bleus...,

= l'abrogation de tous les textes introduisant la dislocation. la concurrence entre les établissements, l'autonomie : lois de décentralisation, désectorisation, statut des Maîtres-Directeurs...,

= droit pour tous les élèves à des études de qualité : 25 élèves par classe maximum, soutien véritable accompagné des dédoublements nécessaires, embauche massive d'enseignants qualifiés (payés non "au mérite" mais en fonction de leur qualification et revalorisés en ce sens), gratuité totale des études,

= fonds publics à l'école publique (taxe d'apprentissage comprise), abrogation de toutes les lois anti-laïques.

3°) MONORY, LESOURNE (mais aussi ANDRIEU, FABIUS) répètent que pour réaliser leurs objectifs, il faut "faire converger les énergies".

que la participation des parents est nécessaire. C'est pouquoi, le Congrès, soucieux de manifester son opposition résolue à ces plans de destruction de l'Enseignement Public, sa rupture avec toutes les forces politiques et tous les gouvernements qui les reprennent à leur compte demande au Congrès National de décider de retirer tous les représentants FCPE des organismes de participation et s'engage à ne pas participer à d'éventuels Etats Généraux de l'Enseignement.

4°) Notre Congrès se tient à quelques semaines des élections présidentielles. La victoire de CHIRAC (ou de BARRE) permettrait un saut qualitatif vers la destruction de l'Enseignement Public.
A l'inverse, leur défaite aboutirait à un rapport de force qui permettrait la mobilisation des parents, des enseignants en reprenant les méthodes utilisées par les étudiants et les lycéens en novemore-décembre 86.
C'est pourquoi notre Congrès se prononce inconditionnellement pour la défaite au second tour du candidat bourgeois. Il déclare qu'il combattra la politique de tout gouvernement qui reprendrait à son compte la politique d'éclatement de l'Enseignement Public, d'adaptation de l'enseignement à la crise économique.

Le Président a manœuvré et refusé de soumettre au vote du Congrès ce texte

COMPTE RENDU DU CONGRES ACADEMIQUE DU SNES

La seconde (et principale) journée du Congrès se tenait le lundi 16 mai alors même que Mitterrand, à peine élu, venait d'annoncer la dissolution de l'Assemblée Nationale : cette situation devait marquer profondément ce congrès.

Principale caractéristique de cette journée : la direction du SNES n'avait rien à dire. Le rapport introductif à la discussion générale a duré .... 4 minutes ! un record historique.
De toute évidence, cette direction était complètement désorientée par les résultats du 8 mai et la dissolution de l'Assemblée Nationale, refusant d'en dégager la signification et refusant d'avancer la moindre perspective de combat. A preuve la résolution (cf. courrier du SNES) présentée par la direction et proposant comme actions de haut niveau : le renforcement du SNES - la signature d'une pétition - la participation à des Etats Généraux sur l'école ...
En fait le verrouillage de toute action efficace.

Nous avons été le seul courant à présenter une orientation alternative à celle de la direction (cf. motion jointe, seule motion présentée en dehors de celle du secrétariat académique). Ni le courant UID (c'est à dire le PS) ni l'E.E (soit : la LCR, le PSU, etc...) n'ont proposé d'orientation syndicale alternative. Leurs votes se sont éparpillés en votes blancs, nuls ou abstentions.
Quant aux commissions mises en place pour discuter des "thèmes", elles tournèrent en rond et rien de précis n'en sortit.

Dernière remarque : le secrétaire académique avait accepté le principe de publication des textes déposés (résolution, synthèses d'interventions...). Le courrier du SNES vient d'arriver : comme il était prévisible nos textes -sauf deux lignes - ne sont pas publiés...
C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de faire circuler les textes ci-joints ; photocopiez les, affichez les sur les panneaux syndicaux afin que les syndiqués puissent savoir ce dont a discuté le congrès.

S.Goudard - M.C.Belouze - G.Seusse.

RESOLUTION D'ORIENTATION GENERALE

Le 8 mai l'immense majorité des travailleurs, les enseignants en particulier, a manifesté sa volonté d'en finir avec le gouvernement Chirac et sa politique, et notamment en finir avec sa politique contre la jeunesse, contre l'enseignement public, contre les personnels de l'Education Nationale.

Une situation nouvelle est ainsi créée.
En conséquence, le SNES s'adresse à la FEN pour qu'elle se déclare sans attendre pour la mobilisation :

- contre la rentrée scolaire préparée par Chirac et Monory,
- pour le rattrapage des salaires et la garantie du pouvoir d'achat, pour nos revendications (création de postes, baisse des effectifs, titularisation des M.A, postes fixes pour les A.E, etc...)

La composition du gouvernement Rocard (représentants de partis bourgeois aux côtés des ministres du P.S) l'indique :
ce n'est que par la mobilisation que nous obtiendrons satisfaction sur nos revendications.

La FEN doit lancer immédiatement un ultimatum au gouvernement.
La FEN a la responsabilité de décider et d'organiser la grève générale de l'Education Nationale.

La FEN doit décider de convoquer la Conférence Nationale des personnels de l'Education Nationale pour préparer la grève générale, conférence des délégués des établissements avec les représentants de la FEN et de ses syndicats.
Elle doit convoquer dans tous les établissements scolaires des Assemblées Générales qui éliront leurs délégués à la Conférence Nationale.

Afrique du Sud : L'assassinat du représentant de l'ANC ayant été évoqué par les intervenants, nous avons défendu la position suivante :

" le SNES se prononce pour l'organisation du boycott économique de l'Afrique du Sud. Il s'adresse en ce sens aux confédérations ouvrières pour que l'unité soit réalisée pour la mise en oeuvre de ce boycott."

Résolution
Non adoptée

****

CONTRIBUTION I.S.L/S.U SUR LA NOUVELLE CALEDONIE

Tous les derniers développements (massacre d'Ouvéa, acquittement des assassins de militants kanaks,etc.) prouvent, s'il en était besoin, que les forces de l'Etat français (armée, justice, etc...) ne constituent en aucun cas une protection du peuple kanak contre les milices colonialistes, mais au contraire protègent ces milices en même temps qu'elles poursuivent la guerre coloniale en Kanakie.

Amendement proposé

Le SNES se prononce pour l'indépendance de la Nouvelle Calédonie.
En conséquence, le SNES se prononce pour le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation (armée et gendarmerie, police, administration...)

Cet amendement a obtenu les seules voix des délégués I.S.L/S.U présents au moment du vote (2).
Tous les autres courants (UetA, UID, E.E) se sont mis d'accord sur un texte qui conditionne le retrait des troupes d'occupation au désarmement des milices (comme si on pouvait demander à l'armée et à la police de changer de nature) et à une commission d'enquête parlementaire : cela revient à soutenir la politique de Mitterand - Rocard - Stirn et l'envoi d'une commission dont fait partie notamment Paul Guiberteau, directeur de l'enseignement catholique, organisateur des grandes manifestations de défense de l'école privée en 1984 !

CGT VOREPPE LE 15/04/88 CGT

ADRESSE DU BUREAU SYNDICAL CGT PECHINEY VOREPPE A LA CONFEDERATION VIS A VIS DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Le programme UDF-RPR de Chirac en revenant au pouvoir était clair.

Sur tous les aspects son orientation était celle de la bourgeoisie la plus réactionnaire : supression de l'autorisation administrative de licenciements, décrets Seguin contre la protection sociale, pouvoir d'achat etc....

Le gouvernement Chirac a pu promulger ses mesures grâce au désarroi semé chez les travailleurs par les gouvernements entre 1981 et 1986.

Mais en décembre 1986 par son action unie sur l'objectif clair de retrait des projets Devaquet et Monory la jeunesse a infligé au gouvernement Chirac une défaite exemplaire dont il ne s'est que partiellement relevé.

L'enjeu des futurs élections est donc clair. Si Chirac ou Barre sont élus, ils reprendront les moyens pour continuer à appliquer leur programme. La crise du capitalisme imposant des millions de chômeurs et une remise en cause systématique de tous les acquits ouvriers. Ainsi par exemple le pire sera à craindre pour la protection sociale ou pour les travailleurs d'origine étrangère. Le CNPF annonce par ailleurs ses exigences d'en finir avec le SMIC, imposer les TUC industriels (SIVP).....

C'est pourquoi le syndicat CGT de Voreppe considère que les directions des confédérations ouvrières doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que CHIRAC OU BARRE soient défaits.

POUR LE 1er TOUR

Respectant tous les courants du mouvement ouvier appeler à voter: **POUR LE CANDIDAT OUVRIER DE SON CHOIX**

POUR LE 2ème TOUR

Appeler dés maintenant très clairement à voter:

CONTRE CHIRAC OU BARRE

Une telle position éclairée par l'expérience de 1981 à 1986 ne saurait être assimilée à un quelconque soutien au candidat Mitterand.

Dans cette période nous devons réaffirmer la nécessité de voir satisfaire nos revendications:

- **REFUS DES LICENCIEMENTS**
- **EMBAUCHE DES JEUNES ET DES INTERIMAIRES QUI LE DESIRENT**
- **RATTRAPAGE DU POUVOIR D'ACHAT**
- **ECHELLE MOBILE DES SALAIRES**
- **REFUS DE L'INDIVIDUALISATION DES SALAIRES**
- **AMELIORATION DE NOS STATUTS**
- **ANNULATION DES DECRETS SEGUIN SUR LA SECURITE SOCIALE.**

QUE LES CENTRALES SYNDICALES AFFIRMENT CLAIREMENT LEUR VOLONTE D'APPELER A LA **MOBILISATION UNIE DES TRAVAILLEURS** POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS QUEL QUE SOIT LE NOUVEAU GOUVERNEMENT.

COPIE AUX INSTANCES DE LA CGT et aux syndicats FO et CFDT du CRV.

RESOLUTION PRESENTEE A L'ASSEMBLEE GENERALE DU SYNDICAT DES PROFESSEURS D'ECOLES NORMALES (SNPEN-FEN)

L'Assemblée Générale du SNPEN est réunie dans des circonstances politiques d'une importance majeure, à quelques semaines de l'élection présidentielle qui représente, dans le système institutionnel actuel, un enjeu considérable pour tous les enseignants et pour la classe ouvrière.

Le programme des partis de l'actuelle majorité parlementaire (la plate-forme U.D.F.-R.P.R. pour gouverner ensemble) est connu, et le SNPEN a montré quelles menaces il constituait contre l'enseignement public et tous ses personnels ce qui a été confirmé par les éléments qui ont pu en être appliqué par ses promoteurs depuis mars 1986.

Ceux-ci ont absolument besoin d'une victoire qui leur permette, en gommant leur échec de décembre 1986 devant la mobilisation étudiante et lycéenne, de poursuivre et mener jusqu'au bout leur offensive.

Face à cette éventualité, le SNPEN ne peut rester neutre.

L'Assemblée Générale se prononce inconditionnellement pour la défaite au 2e tour du candidat des partis de l'actuelle majorité.

Elle se prononce en conséquence pour appeler à voter pour le candidat du parti ouvrier restant en lice face à lui au 2e tour.

Ce faisant, le SNPEN n'entend aligner ou subordonner ses positions sur aucun programme de gouvernement et déclare dès maintenant qu'il combattra la politique de tout gouvernement qui, succédant à celui de J. CHIRAC et R. MONORY, reprendrait tout ou partie des orientations ou des objectifs similaires à ceux du gouvernement actuel ou, en tout état de cause, opposés aux intérêts et revendications des Professeurs d'Ecoles Normales et plus généralement de l'enseignement public et de ses personnels.

LE SYSTEME DE CREDIT ET BANCAIRE : "UN DES VEHICULES LES PLUS EFFICACES DES CRISES ET DES SPECULATONS"

REPRISE LIMITEE

La plupart des "experts" économiques prévoyaient que le krach boursier du 19 octobre 1987 entraînerait une "récession" plus ou moins profonde de l'économie capitaliste dans son ensemble. Or, projeté en moyenne annuelle, le taux de croissance de l'économie des pays capitalistes industrialisés aurait été de 4 % au quatrième trimestre de 1987. Comparés à leurs niveaux du premier trimestre de 1987, les indices de la production industrielle du premier trimestre de 1988 seraient supérieurs de 4 % dans les pays capitalistes européens, de 5 % aux USA, de plus de 10 % au Japon. Alors qu'en 1986 les échanges mondiaux exprimés en volume n'avaient augmenté que de 3,5 %, ils auraient augmenté de 4 % en 1987. Il est vrai qu'en 1984 ils avaient augmenté de 9 %. De façon générale le taux de profit des entreprises est en hausse dans tous les pays capitalistes et le taux des investissements également.

L'OCDE vient de revoir en hausse ses prévisions de croissance des PNB. Au mois de décembre, elle prévoyait qu'en moyenne, les PNB augmenteraient de 2,25 % en 1988 par rapport à 1987. Elle prévoit désormais qu'ils croîtraient de 3 %. C'est loin des taux de croissance des années 60 mais bien supérieur à ce que les "experts" redoutaient. Le chômage régresserait dans les principaux pays capitalistes : au mois d'avril il n'aurait plus été que de 5,2 % de la population active des USA, son niveau le plus bas depuis 1974 ; au mois d'avril, en Angleterre, il serait tombé à 9 % de la population active, son niveau le plus bas depuis décembre 1981 ; au Japon, en février il serait descendu à 2,7 % de la population active. Il n'est pas jusqu'en France où le chômage aurait régressé : selon l'INSEE de 10,7 % de la population active il y a un an, il serait redescendu à 10,3 % en avril 1988, mais il faut spécifier que c'est à cause des TUC et des SIVP. En Allemagne, il se maintiendrait sensiblement au même niveau qu'il y a un an à 6,9 % de la population active.

UNE STABILISATION RELATIVE

Généralement les cours en Bourse ont remonté depuis le krach du 19 octobre 1987. A Wall Street, le 25 août 1987, le Dow Jones atteignait son sommet : 2722,42. Le 19 octobre il plongeait à 1732,42. Au 24 avril 1988, il se situait à 2032,32. A la bourse de Londres l'indice du "Financial Times" atteignait le 19 juillet 1987 son sommet : 1926,2.

Le 9 novembre il n'était plus qu'à 1232. Au 29 avril 1988, il se situait à 1443,9. A la bourse de Francfort l'indice de la "Commerzbank" était à son plus haut niveau 2059,20. Après le krach boursier il s'effondrait à 1220,90. Au 29 avril 1988 il était à 1356,2. A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei atteignait, le 10 octobre 1987 26 646,34. Il chutait jusqu'à 21 233,44 le 24 décembre. Mais au 30 avril 1988, il dépassait son plus haut niveau d'avant le krach : 27 507,54. Quant à l'indice de la compagnie des agents de change de la Bourse de Paris, le 26 mars 1987 il était au plus haut : 460,4. Après le krach, il tombait à 280 en décembre 1987. Au 29 avril 1988 il était remonté à 312,5.

Le cours de l'once d'or était au début de l'année 1987 à 402,4 dollars. Le 19 octobre, il s'est élevé à 481 dollars. Au 14 décembre son cours a culminé à 502,75 dollars. A la mi-avril 1988, le cours de l'once d'or était redescendu à 450 dollars. Quant au rapport entre le dollar et les autres monnaies des principaux pays capitalistes : au début de l'année 1987, 1 dollar s'échangeait contre 160 yens, 6,5 francs, 2 marks, 1,5 livres ; 137 yens, 5,98 francs, 1,78 marks, 1,68 livres fin mai ; 152 yens, 6,36 francs, 1,89 marks, 1,59 livres au mois d'août ; 123 yens, 5,34 francs, 1,58 marks, 1,89 livres fin décembre. Au 29 avril 1988, il était à : 124,8 yens, 5,68 francs, 1,67 marks, 1,88 livres.

HAUSSE DU TAUX DE PROFIT

Le krach boursier n'aurait-il été qu'un violent accès de fièvre dans une économie capitaliste sur le point de surmonter la crise économique qui l'étreint depuis 1974-75 ? Certainement pas. La surexploitation du prolétariat est à l'origine d'une certaine hausse du taux de profit. A son tour celle-ci contribue à une certaine croissance des investissements. La croissance économique a été la plus importante là où le taux d'exploitation de la force de travail est le plus élevé : Hong Kong 12 %, Taïwan 10 %, Corée du Sud, Japon 4,2 %. En Europe, c'est en Angleterre où, depuis que Mme TATCHER est au pouvoir, l'offensive contre le pouvoir d'achat, les conditions de travail et d'existence du prolétariat, ses conquêtes et ses acquis a été menée le plus loin et plus vigoureusement. En 1987, le PNB y a augmenté de 3 %. Aux USA où, depuis que REAGAN est au pouvoir, l'offensive brutale contre la classe ouvrière n'a pas cessé, le PNB a augmenté de 2,9 %. En France, il a augmenté de 2,1 % et au RFA de 2 %.

DEVALORISATION DU CAPITAL CONSTANT
BAISSE DES TAUX D'INTERET

Une autre raison de la hausse du taux de profit a été, au cours de ces dernières années, une certaine dévalorisation du capital constant, en particulier du capital fixe et une liquidation d'une partie du capital obsolète (voir la liquidation d'une partie des installations sidérurgiques, de l'exploitation des mines de charbon, des chantiers navales, des industries textiles vieillies, d'une partie des industries de l'automobile, etc... en Europe de l'ouest, aux USA) accompagnée d'une baisse des taux d'intérêts. Aux USA, le taux de base des banques s'est élevé jusqu'à 13 % en juin 1984. Il est redescendu à 10 % en avril 1985 et à 5 % en décembre 1986. En France, il était de 12,25 % en juin 1984. Il est redescendu à 8,75 % en décembre 1985, à 7,25 % en juin 1986. En RFA, il était de 8 % fin 1984. Il est redescendu à 5,5 %en avril 1985 et à 3 % en novembre 1986. Au Japon, les taux d'intérêt ont toujours été beaucoup plus bas que dans les autres puissances impérialistes : le taux d'escompte de la banque centrale était de 5 % en octobre 1983, en novembre il fut abaissé à 3 % et en février 1987 jusqu'à 2,5 %. Il faut cependant indiquer que la baisse des taux d'intérêt réels a été moindre du fait du ralentissement, depuis 1982-83, de la hausse des prix.

Dans la mesure où elle contribue à augmenter le taux de profit des entreprises capitalistes, la baisse des taux d'intérêt est une incitation à investir dans la production. Cependant, contradictoirement, elle est un facteur de la hausse des cours en Bourse puisque ces cours sont fondamentalement déterminés par le rapport entre ce que rapportent annuellement actions et obligations et taux d'intérêt. A partir d'un certain point, la hausse des cours en bourse incite les capitalistes à utiliser leurs profits pour spéculer plutôt que de les investir dans la production. Par contre, la hausse des actions en Bourse permet aux capitalistes de se procurer des "capitaux frais" par l'émission d'actions nouvelles que le marché financier absorbe facilement, plutôt que d'utiliser le crédit, pour investir et cela contribue à la hausse du taux de profit.

En fin de compte le relèvement des taux d'investissement a été relativement limité et surtout dirigé vers la rationnalisation, l'augmentation de la productivité plutôt que vers l'élargissement de la production. La croissance du PNB n'a pas été et n'est pas ce qu'elle avait été au cours des années 60 et des débuts des années 70 : entre 1960 et 1968, aux USA 4,5 %, au Japon 10,5 %, en RFA 4,2 %, en France 5,4 %, en Italie 5,7 %, au Canada 5,6 % (en moyenne et non sur une seule année).

INTERVENTION DES BANQUES CENTRALES

Fondamentalement, la cause du krach en bourse du 19 octobre 1987 ce fut la spéculation effrénée, alimentée par la masse énorme de capital fictif accumulé et se portant d'une spéculation à l'autre : l'or, puis le dollar, les "valeurs" boursières. Obligatoirement à un certain niveau les cours en bourse doivent s'effondrer. Les causes immédiates du krach ce furent : la baisse du cours du dollar exprimée en autres devises ; la hausse du taux d'escompte pratiqué par la FED (il passait de 5,5 % à 6 % le 4 septembre 1987), du taux de base des banques

(prime rate) (il passait de 8,25 à 8,75 %) pour resserrer le crédit aux USA ; la hausse des taux d'intérêt des bons du trésor américains qui passaient de 7,5 % à plus de 10 % pour que soit comblé l'énorme déficit du budget des U.S.A. et que soient attirés les capitaux dans ce pays afin de compenser les déficits des balances commerciales et des paiements courants ; l'annonce d'un déficit record de ces balances en septembre 1987. A toutes ces causes s'ajoute que : en violation des accords du Louvre de février 1987, la Bundesbank n'a soutenu que faiblement le cours du dollar ; les capitalistes japonais ont exigé que les taux d'intérêt des bons du trésor américain soient relevés pour qu'ils continuent à y souscrire massivement.

Le krach a été enrayé, un palier établi et une certaine remontée des cours obtenue par l'intervention massive des banques centrales. La FED a "injecté" massivement des "crédits à l'économie" c'est-à-dire qu'elle a accordé d'énormes facilités de crédits aux autres banques, pour qu'elles interviennent en bourse, qu'elles accordent elles-mêmes de larges crédits aux sociétés qui pouvaient être menacées de faillite par suite du krach boursier pour s'être trop engagées ; intervention directe ou indirecte en bourse. En même temps, baisse des intérêts versés par la FED sur les bons du trésor. En d'autres termes, émission massive de dollars par la FED pour financer l'intervention en bourse, empêcher les faillites bancaires et d'autres sociétés par suite de leurs pertes en bourse, pour financer les déficits budgétaires, des balances commerciales et des paiements courants.

UNE POLITIQUE CONCERTEE ET COORDONNEE

Avec beaucoup de difficultés, les banques centrales du Japon et de RFA ont pris plus encore en charge le soutien du dollar, en en achetant massivement sur les marchés monétaires contre des yens et des marks, dollars immédiatement transformés en bons du trésor américains, donc qui ont servi à la FED à financer les déficits du budget des USA et des balances commerciales et paiements courants, ainsi qu'à soutenir la bourse et l'économie des USA. De leur côté, les banques centrales autre que la FED soutenaient par des interventions directes ou indirectes les cours en bourse (en France par exemple l'intervention des "investisseurs institutionnels") et elles ont desserré leur politique de crédit.

Le 23 décembre 1987, "les sept", les USA, le Japon, la RFA, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Canada, réaffirmaient les accords du 22 février 1987, dits "accords du Louvre". Naturellement, il s'agit que les banques centrales et notamment du Japon et de RFA continuent à soutenir massivement le dollar, mais aussi :

> "Cette action commune vise à la réduction des déséquilibres externes. En particulier, les Etats Unis ont engagé la procédure législative devant aboutir à la mise en oeuvre de l'accord conclu entre le président et les responsables des deux partis au congrès sur un programme biennal d'économies budgétaires (...). Le Japon a mis en oeuvre un important programme de stimulation de la demande intérieure et veillera à ce que dans le budget 1988 les dépenses de travaux publics ne soient pas inférieures à celles du budget 1987 par de nouvelles mesures d'accroissement de l'investissement, y compris le budget supplémentaire de juillet. La RFA complète l'augmentation déjà annoncée des réductions d'impôts de 1988 par de nouvelles mesures d'accroissement de l'investissement et elle ne cherchera pas à compenser les pertes de recettes budgétaires qu'entraîneront les évènements récents. Ont été opérées également des réductions coordonnées des taux d'intérêt en Europe ; elles devraient contribuer à la progression de la demande interne et à la réduction des déséquilibres commerciaux".

Réunis le 13 avril 1988 à Washington, les 7 ont réaffirmé cette politique. De plus, de façon systématique, la FED a pris en charge le renflouement de grandes banques des Etats Unis menacées de faillite par suite de leurs opérations financières ou de leur découvert en raison des prêts qu'elles ont consentis aux pays semi-coloniaux insolvables. Aux Etats Unis, 1987 est considéré comme une "année noire" pour les banques commerciales. Leur profit total s'est élevé à 3,7 milliards de dollars, le niveau le plus faible depuis la grande crise de 1929 (contre 17,9 milliards en 1986). 36 % des banques du sud-ouest auraient enregistré des pertes et 8 % dans l'est des USA (1987 a également été une "année noire" pour les banques anglaises). Les problèmes liés à la dette des pays semi-coloniaux et le krach boursier en ont été les causes principales.

Rien qu'au mois de mars, deux grands établissements financiers, la première banque du Texas et la seconde caisse d'épargne des Etats Unis, ont été renflouées par la FED. "Le Monde" du 22 mars 1988, écrit :

> "Cette intervention des organismes fédéraux semble indiquer qu'une nouvelle doctrine est appliquée par les autorités bancaires depuis la faillite en mars 1984 de la Continental Illinois Bank and Trust. Jusque là en effet, les autorités ne garantissaient pas les dépôts au-delà de la limite légale des 100 000 dollars".

"PAS ASSEZ LOIN"

A l'évidence, la catastrophe financière et économique n'a été évitée, dans l'immédiat et repoussée à plus longue échéance, que par l'injection massive de nombreux crédits, que par un nouvel et considérable accroissement de l'inflation de crédit et par l'inflation tout court.

Selon le rapport trimestriel en date du 13 mai de la Banque des Réglements Internationaux, l'activité bancaire internationale a enregistré en 1987 une croissance record, avec une expansion de 568 milliards de dollars (à taux de change constant) des créances des banques relevant de la BRI. "Le Monde" écrit :

> "Investiteurs et imprunteurs avaient depuis quelques années eu tendance à déserter les guichets des banques pour leur préférer les marchés internationaux des capitaux. L'année 1987 marque en ce domaine un renversement de tendance. A la suite du krach boursier et de l'instabilité des taux de change, le crédit bancaire international a retrouvé sa clientèle. Les prêts accordés par les banques au niveau international ont atteint 75 milliards de dollars au dernier trimestre 1987 et 255 milliards sur l'ensemble de l'année. Par rapport à 1986, le volume des crédits bancaires a aussi progressé de 55 %. En revanche, le montant des fonds levés sur les marchés (financiers) internationaux a chuté de près d'un tiers, tombant à 104 milliards".

Voilà qui témoigne de l'immensité de l'inflation de crédit développée pour mettre à la disposition de l'économie capitaliste de nouveaux et considérables crédits à bon marché.

Malgré les antagonismes et les contradictions qui opposent les grandes puissances impérialistes, pour éviter l'effondrement et la dislocation de l'économie capitaliste, elles ont coopéré sans quoi c'aurait été la catastrophe. Mais elles ne coopèrent pas sur un plan d'égalité. Les puissances impérialistes européennes (surtout la RFA et le Japon) sont contraintes de répondre aux besoins et exigences de l'impérialisme dominant et de lui porter assistance. Mais c'est cela ou l'effondrement pour tous. C'est à partir de là que les "résultats" économiques et l'immédiat de l'économie capitaliste sont moins sombres que les experts économiques ne le prévoyaient au moment du krach et immédiatement après.

Réunis les 23 et 24 novembre 1987 par les soins de l'Institute for International Economics, trente trois "experts" internationaux lançaient un avertissement :

> "Depuis le 19 octobre des pas ont été effectués dans la bonne direction, aux Etats Unis et dans les pays à excédents. Mais ils ne vont pas assez loin et aucune réunion internationale ne peut pallier à l'insuffisance des politiques nationales. A moins qu'une action décisive ne soit entreprise, les prochaines années pourraient être les plus troublées depuis les années 30".

Les mesures prises aux USA et sur le plan international par les pays capitalistes dominants ont en fait accru encore le parasitisme de l'économie capitaliste et miné encore un peu plus ses fondements.

LES DESEQUILIBRES SUBSISTENT

Les déséquilibres qui sont le produit de profondes contradictions et qui en engendrent d'autres, ne sont pas prêts de disparaître. Ainsi en ce qui concerne les échanges commerciaux internationaux, un rapport du GATT indique qu'en volume, les importations américaines ont augmenté de 11,75 %. Mais la dévalorisation du dollar par rapport aux autres monnaies qui a contribué décisivement à ce retournement de tendance a eu comme autre effet d'augmenter les prix exprimés en dollars des importations et de diminuer les prix des exportations exprimées en autres monnaies. Le déficit de la balance commerciale exprimé en dollars a finalement atteint en 1987 le niveau record de 171,2 milliards (141,3 en 1986). En 1987 : l'excédent japonais s'est élevé à 80 milliards de dollars (92,8 en 1986) ; l'excédent de la RFA de 66 milliards (56,4 en 1986). Le solde négatif de l'ensemble des balances commerciales des quatre pays, la Grande Bretagne, la France, l'Espagne et l'Italie s'est élevé à 55 milliards de dollars en 1987. Il n'était que de 34 milliards en 1986.

Au cours des trois premiers mois de 1988, les exportations des USA en volume se sont accrues de 29 % par rapport à la même période de 1987 et les importations seulement de 14 %. Alors que le déficit de la balance commerciale des USA s'était élevé pour le mois de février à 13,8 milliards de dollars, il est tombé à 9,7 au mois de mars. Si bien que le déficit qui était de 39,22 milliards de dollars pour les trois premiers mois de 1987 a été réduit à 36 milliards pour les trois premiers mois de 1988. Mais à ce rythme il resterait au niveau considérable de 144 milliards en 1988 et de plus de 100 milliards en 1989. Encore faudrait-il que le marché mondial s'élargisse de telle sorte qu'il puisse absorber la croissance des exportations américaines et notamment au Japon, en RFA, en Europe et aussi dans les pays coloniaux, ainsi qu'une certaine croissance de la production dans ces pays.

Le déficit budgétaire des Etats Unis qui s'était élevé à 221 milliards de dollars en 1986, s'est réduit à 150,4 milliards en 1987 (l'année budgétaire aux USA va du 1er octobre au 30 septembre). D'après l'accord conclu entre REAGAN et le Congrès, celui de 1988 devrait encore être réduit de 30 milliards et en principe encore de 46 milliards pour 1989. Mais ces chiffres sont considérés comme fantaisistes. Il est prévu que ce décifit se situera en 1988 aux environs de 150 milliards de dollars et qu'il remontera en 1989 à environ 160 ou 170 milliards. Déficit qui reste énorme. Ces déficits proviennent des fantastiques budgets militaires qui sont plus que jamais indispensables comme volant d'entraînement de l'économie capitaliste aux USA et dans la plupart des puissances impérialistes. Ils résultent également de l'énorme service de la dette accumulée pour combler les déficits des budgets précédents. La dette publique aux USA aurait avoisiné les 2 500 milliards de dollars en août 1987. Depuis elle continue à s'accroître à grande vitesse.

LES SYSTEMES DU CREDIT ET BANCAIRE

On touche là à ce qui a joué un rôle incommensurable dans l'existence, le développement et la survie du régime capitaliste : le système de crédit et le système bancaire.

MARX a écrit :

> "Le caractère social du capital ne peut apparaître et se réaliser pleinement que grâce au plein développement du système de crédit et du système bancaire. D'autre part, ces systèmes mènent plus loin. Ils mettent à la disposition des capitalistes industriels et commerciaux, tout le capital de la société disponible et même potentiel qui n'est pas encore activement engagé, de sorte que ni le prêteur, ni l'utilisateur de ce capital n'en sont les propriétaires ou les producteurs. Par là, ils suppriment le caractère privé du capital et contiennent en puissance, mais en puissance seulement, la suppression du capital lui-même. Le système bancaire enlève des mains des capitalistes privés et des usuriers la répartition du capital en tant qu'affaire particulière, que fonction sociale. Mais, en même temps, cela fait de la banque et du crédit le moyen le plus puissant de faire dépasser à la production capitaliste ses propres limites et en fait un des véhicules les plus efficaces des crises et de la spéculation". ("Le Capital" Livre III, Tome II, page 266, Ed. Sociales).

Lorsque MARX écrivait ces lignes, le système du crédit et le système bancaire n'étaient encore qu'adolescent. Au cours de la période de développement capitaliste qui suivit ils ont pris déjà une toute autre dimension. Alors que s'est formé et centralisé l'impérialisme, les systèmes de crédit et bancaire ont pris un nouvel essor. Par l'interpénétration du capital industriel, de la banque et du crédit, s'est constitué le capital financier qui s'est étendu à l'échelle mondiale et a tissé des mailles internationales.

Les Etats bourgeois n'ont pu financer la première guerre mondiale qu'en faisant en pratique des banques centrales des banques directement connectées à l'Etat, au centre des systèmes de crédit et bancaire, distribuant le crédit et impulsant à une échelle sans précédent son développement. Au cours et après cette guerre, banques centrales, système bancaire et de crédit sont devenus des instruments indispensables de la politique économique et financière de tous les Etats bourgeois, ce qui s'est encore accentué au cours de la crise économique de 1929-38 et qui a précédé la 2e guerre mondiale. Pendant et après la première guerre mondiale et jusqu'à la crise, sous l'impulsion de l'impérialisme américain notamment, le système de crédit et bancaire s'est fortement internationalisé en même temps que dans chaque pays il s'est étendu.

APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Mais au cours de la seconde guerre mondiale, sous l'égide et l'impulsion de l'impérialisme américain, du côté de la coalition anglo-saxonne, le système de crédit et bancaire a pris des proportions internationales nouvelles. Dans toutes les puissances impérialistes belligérantes les banques centrales ont été au centre du financement de la guerre et de l'extension indispensable du crédit pour assurer ce financement. La fin de la guerre a marqué un développement qualitativement nouveau du crédit et du système bancaire internationaux. Le 2e guerre mondiale n'était pas encore terminée lorsque sous l'impulsion de l'impérialisme américain et assurant son hégémonie ont été conclus les accords de Bretton Woods. La Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ont été fondés. L'impérialisme américain est devenu le banquier du monde. Il a dispensé à tous les pays capitalistes des crédits massifs remboursables ou non. Sous son impulsion, le crédit international et le système bancaire ont fait un bond en avant gigantesque, tissant des mailles serrées. Les banques centrales des principales puissances impérialistes ont également été les instruments indispensables de l'extension du crédit international et, dans chaque pays, coordonnant autant que l'ont permis les intérêts de chaque capitalisme, et leurs antagonismes leur action.

L'internationalisation et le gigantesque développement du crédit, le rôle sans cesse plus important du système bancaire, au centre duquel les banques centrales ont conditionné, après la 2e guerre mondiale, la reconstruction, la reconstitution du marché mondial et de la division internationale du travail. Sans eux l'économie d'armement et le formidable parasitisme qui ont été les indispensables volants d'entraînement de l'économie capitaliste n'auraient pas été possibles et, en conséquence, la "prospérité" économique des trente années d'après le 2e guerre mondiale. C'est encore l'extension du crédit aux échelles internationale et nationales, la coopération conflictuelle des banques centrales qui, depuis que s'est ouverte, en 1974-75, la crise économique chronique marquée de phases aiguës, qui a permis de reporter dans le temps la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail, le FMI et la Banque mondiale jouant leur rôle.

ET DEPUIS 1974-75

C'est à nouveau en ayant recours à l'extension du crédit, à la coopération conflictuelle entre les banques centrales que viennent, dans l'immédiat, d'être amorties les conséquences du krach boursier, d'être évité à court

terme le krach bancaire et que soit cassée sans délai la timide reprise économique. Rien qu'en ce qui le concerne, l'endettement extérieur des USA est passé de 100 milliards de dollars en 1985, à 425 milliards fin 1987. Il devrait atteindre 600 milliards fin 1988 et 900 fin 1990. L'endettement intérieur est allé de pair. L'endettement des pays semi-coloniaux est passé de 1 015 milliards de dollars fin 1986 à 1 200 fin 1987. La légère hausse du prix des matières premières constatée ces derniers mois, une augmentation des exportations plus importantes que celle des exportations des 15 pays les plus endettés, respectivement 10 et 7 %, ne sauraient couvrir l'augmentation du service de la dette extérieure de ces pays. Dans tous les pays capitalistes dominants, les banques centrales ont donné une nouvelle impulsion à l'extension de crédit ne serait-ce que par l'achat massif de dollars pour en soutenir le cours, dollars immédiatement utilisés à l'achat de bons du trésor des USA (plus de 300 milliards de dollars en 1987), mais également par de larges crédits accordés à l'économie.

On peut écrire, en s'inspirant de MARX :

> "Le caractère social du capital et l'internationalisation de la production, de la division internationale du travail ne peuvent apparaître pleinement que grâce au plein développement du système de crédit et du système bancaire à l'échelle mondiale. Ils mettent à la disposition des capitalistes industriels et commerciaux, tout le capital internationalement disponible et même potentiel qui n'est pas encore activement engagé et même l'immense masse de capital fictif" (...) "Cela fait de la banque et du crédit internationaux le moyen le plus puissant de faire dépasser à la production capitaliste ses propres limites".

Mais à plus forte raison le système international bancaire et de crédit devient-il :

> "un des véhicules les plus efficaces des crises et de la spéculation".

INFLATION

D'ores et déjà l'alarme est donnée : la hausse des prix, notamment aux USA, a repris ; rapidement elle pourrait retrouver un rythme comparable à celui qu'elle avait atteint à la fin des années 1970 et au début des années 1980. La cause invoquée généralement serait la "surchauffe", le fait que les capacités de production des USA serait pour l'ensemble de l'industrie utilisées à 83 %. En réalité la cause de la hausse des prix, c'est l'immense inflation de crédit que pour éviter dans l'immédiat les conséquences du krach boursier, le krach bancaire, de casser la timide reprise, la FED et les autres banques centrales ont injectée sous les termes de "crédits à l'économie". Ces mêmes banques centrales et d'abord la FED sont amenées à relever leur taux d'escompte, les autres banques leurs taux de base et le trésor américain élève à nouveau les taux d'intérêts que rapportent les bons qu'il émet. La possibilité que l'intérêt des bons du trésor qui, de 9 % fin avril a atteint 9,27 % au cours de la 3e semaine de mai, revienne à 10,5 % d'ici la fin de l'année, taux qu'il avait atteint à la veille du krach boursier, est évoquée. Il s'agit d'attirer aux USA les capitaux flottants pour financer les déficits.

OSCILLATIONS

Le 24 mars, le cours des actions a chuté de 2 % à la bourse de New York, le dollar est retombé à 125 yens, le taux d'intérêt des bons du trésor américain qui était à 8,25 % fin janvier est remonté à 8,75 %. Le 15 avril, nouvelle alerte : le Dow Jones a perdu 101 points (- 4,8 %). Dans les deux cas, les bourses de Londres et de Paris en ont subi le contre-coup et même celle de Tokyo. Le cours du dollar exprimé en autres devises (yen, mark, franc) est descendu. Comme la presse l'a écrit :

> "Immédiatement les banques centrales ont matraqué la spéculation et ont racheté dans une opération parfaitement orchestrée pour quelque 2 milliards de dollars".

Le lendemain, la Banque du Japon a lancé "une offensive éclaire", elle a racheté l'équivalent de un milliard de dollars dans la seule matinée du 15 avril. Les mouvements erratiques des cours en bourse et du cours du dollar sont significatifs de combien est aléatoire le palier actuel et fragiles les marchés financiers et des changes, ainsi que tous les rapports économiques. La hausse des cours à la Bourse du Japon ne doit pas faire illusion. A son origine il y a sans doute la puissance et la "santé" économique supposées du capitalisme japonais, mais à partir de là la spéculation joue.

ET TOUJOURS LA DETTE DES PAYS SEMI-COLONIAUX

Le service croissant de la dette des pays semi-coloniaux, les plans que leur impose le FMI afin qu'au prix de quelques aménagements de celle-ci ils l'assument, étranglent l'économie de ces pays. Ils engendrent le chômage, la misère noire pour des millions et des millions de femmes et d'hommes, la famine. Mais de plus, cette dette menace de faire s'effondrer le château de cartes du crédit international. Les banques d'affaires et commerciales s'efforcent de se débarasser de leurs créances sur ces pays et il existe désormais un marché international de ces

créances où elles se dévalorisent. Les grandes banques accumulent les provisions qui doivent couvrir le passif dans leur bilan que provoquerait la cessation de paiement de leurs dettes par certains pays endettés. Mais des plans sont élaborés en vue de convertir cette dette. Un plan avait été mis sur pied qui visait à convertir en obligations d'Etat mexicaines une partie des créances sur le Mexique. Le mécanisme devait être le suivant :

1) Le Mexique souscrit pour 10 milliards de bons du trésor américain. Il ne paie que 2 milliards. Par contre, le trésor américain ne lui paie pas annuellement les intérêts de ces bons. Ces intérêts sont cumulés et payés à échéance de 20 ans. Le trésor américain paie alors au Mexique les intérêts composés plus le remboursement des 2 milliards : soit 10 milliards.

2) Ces bons du trésor gageaient les obligations mexicaines. Ils rapportent 1,5 % au dessus du LIBOR (taux de l'argent sur la place de Londres). Le Mexique délivre ces obligations contre les créances sur le Mexique mais au cours que celles-ci ont sur le marché international des créances sur les pays endettés : soit 52 % de leur prix nominal. Les obligations sont à vingt ans comme les bons du trésor américains qui les gagent.

Ce montage devait permettre d'éponger pour 17 milliards de dollars d'une dette se montant à 105 milliards. Mais pour échanger leurs créances contre ces obligations, les banques n'ont accepté qu'une décote de ces créances n'atteignant pas 20 %, le Mexique ayant fixé cette décote au minimum à 25 %. Dans ces conditions, ce ne sont que 3,6 milliards de dettes qui ont été épongées et le Mexique n'achètera en dollars que 5,32 millions de bons du trésor américains. Le problème reste entier.

Par contre le Brésil a cédé aux banques qui possèdent des créances sur lui, contre ces créances décotées de 9 %, des investissements au centre et au nord du Brésil, d'un montant de 83 millions de dollars et pour une décote de 22 %, 106 millions de dollars de titres d'investissement au sud du Brésil. Ce qui est très peu au regard des 120 milliards des dettes mais est significatif des objectifs que se fixe les créanciers des pays semi-coloniaux.

POUR LA CLASSE OUVRIERE : L'EXEMPLE DES USA

Que signifie pour la classe ouvrière la façon dont a été refoulée aux USA.

Après une chute brutale dans les industries traditionnelles (– 2,6 millions entre 1981 et 1986, principalement dans la sidérurgie, le charbonnage, le cuir et le textile), malgré des créations non négligeables dans des secteurs industriels classiques et nouveaux (transports, électronique, édition et surtout bâtiment), le pourcentage des emplois industriels continue à fléchir fortement, même si le déclin est moins marqué en chiffres absolus. Les projections à l'horizon 2000 indiquent le renforcement de la double tendance : réduction dans le secteur industriel et accroissement dans les services. Les prévisions confirment deux autres tendances lourdes : la féminisation de l'emploi (de 40,5 % en 1982, la proportion des femmes au travail passe à 42 % en 1987 et franchira le cap des 50 % avant la fin du siècle) ; l'accroissement du travail à temps partiel, qui dépasse les 18 % en 1982 et se développe très rapidement dans les nouveaux emplois (+ 10 %).

Ce relatif plein emploi est rempli de zones d'ombre inquiétantes : 1) Une fraction importante des emplois dans les services sont précaires, sans espoir de promotion, assurés par des jeunes et des femmes et faiblement rémunérés (2). 2) Bien qu'en stagnation ou en recul, les salaires industriels demeurent, en moyenne et à compétence égale, nettement plus élevés que ceux des services. 3) Les secteurs les plus créateurs d'emplois (commerce de gros et détail, restauration) amorcent une mutation technologique qui va améliorer la productivité, mais aussi réduire les effectifs et exiger des qualifications plus élevées. Cette évolution, fortement engagée dans les activités bancaires et financières, présage une crise de l'emploi tertiaire comparable à l'actuelle crise de l'emploi industriel. 4) Enfin, le décalage risque de s'accentuer, à l'horizon 2000, entre la compétence des demandeurs d'emplois et les qualifications requises pour répondre à l'offre des entreprises.

L'espoir se situe du côté des PME-PMI qui, selon David Birch (3), professeur au Massachusetts Institute of Technology, sont au cœur du mécanisme de la création d'emplois. Près de 90 % des 7 millions d'entreprises américaines ont moins de 20 salariés. Ce sont elles qui ont engendré 88 % des nouveaux postes de travail entre 1981 et 1985. Elles créent des services et des produits nouveaux et actualisent les anciens.

Une telle revitalisation de l'économie implique, en premier lieu, la volonté politique de résorber les diverses manifestations de la pauvreté. Selon les études de la Banque fédérale de Boston (4), l'Amérique compte aujourd'hui 32 millions de pauvres : des hommes et des femmes dont les revenus sont inférieurs au seuil officiel de la pauvreté (11 000 dollars pour une famille de quatre personnes). Les pauvres incluent les 6 millions d'Américains qui ont renoncé à chercher du travail (un million de moins que les 7 millions de chômeurs déclarés) ainsi répartis : 67 % de femmes et 23 % d'hommes ; 72 % de Blancs et 25 % de Noirs ; 26 % ont de 16 à 19 ans, 50 % de 25 à 59 ans et 8 % 60 ans ou plus. Ils comprennent également 18 millions d'hommes et de femmes qui, selon les statistiques officielles du bureau des statistiques du travail (BLS, Bureau of Labour Statistics) « flottent » entre un métier et un autre. Ils travaillent à plein ou à mi-temps pendant moins de la moitié de l'année, pour un salaire annuel inférieur au seuil de pauvreté. Ils constituent 17 % de la population active (trois fois plus que les chômeurs officiels) et leur nombre est appelé à augmenter par suite du traitement improductif du chômage évoqué précédemment.

"LE MONDE DIPLOMATIQUE" DE MAI 1988"

Et en définitif la crise reste latente. C'est significatif de la force des contradictions qui se développent et menacent de disloquer l'économie capitaliste. Cette dislocation est inéluctable. Ce n'est qu'une question de temps. Les sursis successifs ne peuvent l'empêcher. Quand se produira-t-elle ? Tout dépend de l'élasticité qu'est encore capable d'avoir le système du crédit et bancaire. Mais le système de crédit est finalement le véhicule le plus efficace de cette crise. Plus l'élastique est fort et tendu, plus dure et brutale sera sa rupture.

M.P.P.T. : BILAN ET SUITE DE LA CANDIDATURE DE P. BOUSSEL

Le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et la reconstruction de la IVe Internationale" estime que l'action politique pour ces objectifs inclut la lutte pour le redressement politique et organisationnel du P.C.I.. C'est pourquoi il publie un article particulier consacré à l'analyse de la campagne électorale de Pierre BOUSSEL, candidat du M.P.P.T. aux élections présidentielles et aux suites de cette campagne. Pierre BOUSSEL est, en effet, sous le nom de Pierre LAMBERT, le principal dirigeant du P.C.I. et de IVe Internationale C.I.R..

BOUSSEL ET LES "MEDIAS"

Pierre BOUSSEL, dirigeant du P.C.I., s'est présenté aux élections présidentielles au nom du "Mouvement pour un parti des travailleurs" (M.P.P.T.). Il a obtenu 0,38 % des voix. En 1983, aux élections municipales, les listes soutenues par le P.C.I. étaient créditées de 4 % ; en 1984, aux élections européennes, où le sigle du P.C.I. n'apparaissait déjà plus et où les candidats étaient présentés au nom du M.P.P.T., le score chutait à 0,9 %, pour descendre à 0,64 % aux législatives de 1986. BOUSSEL, on le voit, vient d'améliorer un record déjà remarquable. Pour les militants du "P.C.I.-qui-construit-le-M.P.P.T.", il y a de quoi s'interroger, et l'on comprend leur soulagement en apprenant que leur organisation n'allait pas participer aux législatives. Encore un ou deux "succès" comme ceux-ci, et le M.P.P.T. n'aurait même plus les suffrages des adhérents qu'il dit regrouper. Mais quelle est donc la cause de cette dégringolade ? peuvent-ils légitimement se demander. Car enfin : Pierre JUQUIN, chef de file beaucoup plus récent d'un autre mouvement avec lequel certains dirigeants du M.P.P.T. avaient envisagé de faire cause commune, malgré un résultat jugé médiocre, a rassemblé d'emblée cinq fois plus de voix que BOUSSEL... Celui-ci, prudent, avait à l'avance expliqué la maigreur de son score (qu'il estimait cependant à la hauteur de 1 à 5 %) par le "boycott des médias", l'un des thèmes favoris de la campagne. "Informations Ouvrières", l'organe du M.P.P.T., ne s'était pas privé, dès janvier-février, de le dénoncer sur des pages entières et par des titres tonitruants : "De quoi ont-ils peur ?" (n° 1351) ; "censuré, pourquoi ?" (n° 1355) ; "La censure : jusqu'où iront-ils ?" (n° 1361), sans oublier le fameux "Tous contre un !" qui présentait Pierre BOUSSEL comme un dangereux semeur de vérité qui faisait trembler devant sa candidature les capitalistes et leurs alliés unis pour étouffer sa voix.

Qu'en est-il exactement ? Sans doute, les journalistes ne se sont-ils pas rués au siège du P.C.I. ou du M.P.P.T. pour informer les populations d'une candidature restée longtemps si discrète (aucune campagne d'affiches, aucun slogan, aucune diffusion publique massive de journaux, de tracts, aucun meeting central aux dates où Pierre JUQUIN et Arlette LAGUILLER en tenaient au Zénith ou la Mutualité...) qu'on avait le sentiment d'un manque de conviction et d'enthousiasme des militants eux-mêmes... Pourquoi les journalistes auraient-ils été plus royalistes que le roi ?

Il n'y a, dans cet argument pleurard du "boycott" pour expliquer l'échec politique, qu'une triste imposture. D'abord parce que le temps n'est pas si loin où Pierre LAMBERT lui-même n'avait pas de mots assez durs pour Alain KRIVINE et la L.C.R. courant après une consécration par les médias plutôt que par l'intervention dans la lutte de classe, là où les travailleurs vivent et travaillent, cette intervention étant d'ailleurs la seule façon de s'imposer aux médias, pour une organisation révolutionnaire. Ensuite parce que les prestations médiatiques de Pierre BOUSSEL n'étaient pas, c'est le moins que l'on puisse en dire, de nature à susciter une adhésion délirante, et plus courtes étaient ses apparitions, moins lourd aussi le malaise des auditeurs et télespectateurs - y compris et surtout ses propres camarades. Au point qu'on peut se demander si en les multipliant, il n'aurait pas encore affaibli son score.

UN "SYNDICALISTE" HONNETE ET LOYAL

Ce n'est pas seulement une question de personne, plus ou moins apte à la tâche qu'on lui donne. Au cours de son congrès, le M.P.P.T. désignait Pierre BOUSSEL comme son candidat a l'élection présidentielle. A ce même congrès une résolution ouvertement orientée vers le parlementarisme et se situant en défense de l'Etat bourgeois était adoptée. Les "personnalités" dirigeantes du M.P.P.T., et en fait le composant avec le P.C.I., poursuivaient un objectif politique : engager celui-ci, en la personne de son principal dirigeant, dans une campagne de reniement du combat pour la révolution socialiste, pour un gouvernement ouvrier-paysan, d'abandon du programme de la IVe Internationale. Et cela publiquement, notoirement, devant toute la classe ouvrière et en discréditant le plus possible l'image même du trotskysme.

Pierre BOUSSEL s'y est conformé de bout en bout. Il s'est employé à rassurer : père tranquille, sédentaire, à la vie familiale et professionnelle "normale", brave retraité, ancien militant syndical, ni plus ni moins que d'autres, jamais apparu publiquement parce que "partisan de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, (il) estimait ne pas devoir se présenter au titre de (son) appartenance politique". (Informations Ouvrières n° 1359, page 5) (1), bref, respectable s'il en est et en aucun cas fauteur de trouble ou de révolution.

DE LA "COMPLEXITE" DES CHOSES

Il a consacré l'essentiel de sa campagne à dénoncer laborieusement, à l'aide de cinq ou six exemples toujours les mêmes, d'indéniables injustices, et à nommer les ministres qui s'en sont rendus responsables. Mais il s'est révélé incapable de proposer d'autre solution que "la démocratie" et "l'unité des travailleurs et des organisations", sans qu'on sache jamais ce que ces mots vagues signifient exactement pour lui dans la pratique. Poussé dans ses retranchements par les journalistes pour savoir quel type de société il propose et comment y parvenir, il se dérobe :

> "Le problème est beaucoup trop complexe. Si vous me permettez, je veux bien revenir pour vous expliquer mes positions."

Lorsqu'on lui demande s'il est pour les nationalisations, pour que les grandes entreprises soient entre les mains de l'Etat ou bien des salariés qui y travaillent, il ne saisit pas la perche manifestement tendue et répond :

> "Le problème, je crois, ne peut pas se poser sur ce terrain là" (sic).

Il prend par contre la défense des intérêts "du pays" contre le démantèlement de ce "joyau de la production française" qu'est la Compagnie Générale de Radiologie (filiale de Thomson), démantèlement absurde et scandaleux moins par les 3000 licenciements qu'il entraîne que parce que "50 % de sa production était vendue à l'étranger. C'est quelque chose qu'il fallait conserver !".

Soyons justes : il sait tout de même comment remédier à la crise. Il a lu dans Informations Ouvrières, sous la plume de son maître à penser Angelo GEDDO que la crise est :

> "essentiellement une crise de <u>surproduction relative</u>, c'est-à-dire de la demande, donc <u>du pouvoir d'achat</u>." (C'est A.G. qui souligne, I.O. n° 1358, page 12).

Il en déduit cet aphorisme simple :

> "Quand on consomme on produit, quand on ne consomme pas on ne produit pas." (sic)

et préconise que les patrons investissent dans la production pour le marché intérieur, ce qui permettrait la résorption du chômage, le redressement du pouvoir d'achat, résoudrait le déficit de la Sécurité Sociale et :

> "par retombée donnerait un important ballon d'oxygène à tous les régimes de retraite et à l'assurance chômage."

Il fallait y penser.

Il ajoute tout de même, par précaution :

> "C'est un des éléments, je ne dis pas que cela explique tout". Et aussi : "Je ne dis pas que les solutions sont faciles. Nous ne sommes pas des charlatans" (sic). Ou encore : "Je sais bien que la crise est mondiale, et que cette crise mondiale a différentes causes. Il serait trop long de pouvoir en débattre."

Après le "boycott", la complexité des choses semble le second thème important de la campagne de Pierre BOUSSEL, et ses auditeurs à la recherche d'une voie pour en finir avec la société capitaliste n'en sauront pas plus que ces propos du Café du Commerce. Les journalistes qui l'interrogent en sont eux-mêmes étonnés : ils avaient quand même entendu parler de Pierre LAMBERT comme de l'un des dirigeants révolutionnaires se battant sur la base du programme de transition rédigé par Léon TROTSKY, du communiste internationaliste, comme l'indique le nom du P.C.I. et non d'un simple "ex-syndicaliste" incolore et sans saveur. Aussi, lui demandent-ils

---

(1) Ce qui signifie en clair exactement le contraire de ce qu'il croit expliquer : ce champion de "l'indépendance réciproque des syndicats et des partis, à l'en croire, aurait ainsi placé son action politique sous la dépendance de son engagement syndical... Faut-il le croire ?

s'il est bien un militant d'extrême gauche, un révolutionnaire, un trotskyste. Il a toujours la même réponse :

> "Bah ! Si on peut dire. Si par exemple le fait de revendiquer que 643 000 malades qui ont été exclus du 100 % par M. SEGUIN c'est être trotskyste, je suis trotskyste."

Cette réponse est en elle-même un reniement. Le trotskysme, héritier de la révolution bolchévique, de la lutte contre le stalinisme en URSS et dans tous les pays du monde, du combat pour la révolution prolétarienne contre le système capitaliste et son mode de production, générateurs de barbarie, se définit par une histoire et un programme politique, internationalement et dans chaque pays. BOUSSEL-LAMBERT le réduit à la défense des revendications élémentaires. Ce que dit LAMBERT équivaut à dire :

> "Bah ! voyez-vous, ce mot-là, c'est un mot comme un autre, il ne signifie rien de précis, et surtout rien de menaçant. Regardez-moi, est-ce que j'ai l'air d'un révolutionnaire, la figure d'un trotskyste ?"

Voilà le contenu du discours électoral du candidat du P.C.I./M.P.P.T..

FEU SUR MITTERRAND

Non, décidément, Pierre BOUSSEL n'avait pas besoin d'un quelconque boycott de qui que ce soit pour réduire l'audience du M.P.P.T. à la moitié de ce qui lui en restait deux ans plus tôt. Il lui suffisait de refléter fidèlement l'indigence de ses analyses et de les exprimer avec les contorsions mêmes qui les caractérisent, les mêmes formules volontairement confuses et creuses. Il lui suffisait de se refuser à poser les problèmes auxquels ses auditeurs attendaient des réponses : celui du gouvernement, celui du Front Unique des organisations syndicales C.G.T.-F.O.-F.E.N. et des partis ouvrier, P.S.-P.C.F.. Il lui suffisait de présenter en balbutiant un fatras alambiqué de "syndicalisme pur" (sur l'indépendance des syndicats, par exemple) et de réformisme éculé (sur les solutions de la crise), assaisonné tantôt d'idéologie carrément bourgeoise (sur la "démocratie"... parlementaire), tantôt de populisme et de gauchisme (sur l'unité à la base) pour que la classe ouvrière et la jeunesse n'y trouve évidemment aucune issue à leurs problèmes, aucune perspective de combat.

La campagne de Pierre BOUSSEL et du M.P.P.T. s'est menée, paraît-il, au nom "des faits". A ce titre, elle concentrait ses attaques et dénonciations sur MITTERRAND et le Parti Socialiste, et présentait systématiquement le gouvernement CHIRAC et ses ministres, par leur politique, comme les simples continuateurs des gouvernements de 81 à 86 et des ministres du P.S. et du P.C.F.. Parfois jusqu'à la caricature, et tout en affirmant (sans autre précision) "ne pas confondre la droite et la gauche". Il est significatif que pas une seule fois dans tous ses discours, Pierre BOUSSEL n'ait fait référence au mouvement étudiant et lycéen de novembre-décembre 1986, dirigé <u>contre le gouvernement de Jacques CHIRAC</u>, ni qu'il en ait même rappelé l'existence. Il est significatif qu'en fait de rappel, celui qu'il ait constamment formulé était le "viol du mandat" par François MITTERRAND et le P.S. après 1981 (mais jamais il n'a parlé de la "plate-forme R.P.R.-U.D.F. pour gouverner ensemble !)... Cette trahison était <u>présentée comme la raison unique de sa propre candidature en 1988 par le M.P.P.T.</u>. C'était, ouvertement, BOUSSEL contre MITTERRAND.

Mais dans le même temps, la classe ouvrière, elle, se préparait à voter <u>contre CHIRAC</u>, à chasser le gouvernement R.P.R.-U.D.F., et sa majorité parlementaire, en se saisissant pour cela de ce qui était (comme en 1981) à sa portée, en ces circonstances : le vote pour MITTERRAND. Elle a tout naturellement ignoré BOUSSEL et son M.P.P.T..

Il aurait pu en être autrement. Il aurait fallu : que soit présenté un programme clair de combat contre le capitalisme en crise ; ouvrir la perspective d'un gouvernement P.S.-P.C.F. duquel il faudait revendiquer qu'il rompe avec la bourgeoisie et s'appuie sur les masses. Il aurait fallu également que le candidat annonce ouvertement à l'avance son désistement au second tour pour le candidat du parti ouvrier étant arrivé en tête au premier tour, afin de chasser CHIRAC, le R.P.R. et l'U.D.F. du pouvoir.

Mais seul un candidat du P.C.I. (et non du M.P.P.T.) pouvait ouvrir une telle voie, sur la perspective et dans le cadre du combat pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire en France.

IL FAUT DES COUPABLES

Après le premier tour, on chercherait vainement dans "Informations Ouvrières" n° 1364 une appréciation des résultats de P. BOUSSEL. Pas davantage dans les numéros suivants. Tout se passe comme si le M.P.P.T. n'avait jamais participé aux élections présidentielles. Par contre, le 26 avril, une résolution du "Secrétariat du Comité Central" du P.C.I. (instance récente, et pour des raisons obscures, différente du Bureau Politique), écrit :

> 3.- Nous ne nous le dissimulons pas. Bien que le facteur objectif (boycott) a conduit au « score », les causes « subjectives » et nos résultats doivent être analysés. Nous n'avons jamais cédé à l'objectivisme qui conduit à faire retomber sur d'autres que sur nous-mêmes les difficultés dans la mise en œuvre de notre politique de construction.

Le dit "Secrétariat" admet ainsi qu'il s'agit bel et bien d'un échec politique. Il s'apprête simplement à en faire retomber la resonsabilité sur le peu d'enthousiasme des militants, et éventuellement à mettre en accusation les plus réticents à l'orientation de destruction du P.C.I. qui est celle de la pseudo construction du M.P.P.T. que poursuit par la direction et ses alliés.

AU NOM DE L'UNITE, LA DIVISION

En attendant, le 26 avril une question doit trouver immédiatement réponse : que va faire le M.P.P.T. pour le deuxième tour ? Jusqu'ici la réponse de BOUSSEL a toujours été la même, un appel voilé et honteux à ne pas voter MITTERRAND :

On voit dans toutes les élections depuis 1982 se dessiner un abstentionnisme ouvrier et populaire extrêmement important. Nous ne considérons pas les abstentionnistes comme responsables. Le chômeur en fin de droits de Longwy à qui on avait dit en 1981 : "Il n'y aura pas de chômage", et qui maintenant est en fin de droit, il va s'abstenir. Et beaucoup d'autres s'abstiendront avec lui. Dans ces conditions, nous disons : les responsables, ce sont ceux qui ont violé le mandat, qui ont violé la démocratie. Ils avaient pris des engagements devant le peuple, ils n'ont pas respecté leurs engagements. Et il y aura ceux qui ne voudront pas laisser passer les autres, les Chirac, Barre, Le Pen, et qui se diront : on va voter. Dans ces conditions, nous disons, nous : ne vous divisez pas entre abstentionnistes ouvriers et ceux qui vont voter. Ces élections ne sont pas le terrain sur lequel vous pouvez envisager des solutions à vos problèmes. >> (I.O. n° 1362, page 3)

Cependant, dans sa dernière prestation télévisée, au soir du 24 avril, Pierre BOUSSEL, manifestement géné aux entournures par la diminution des abstentions, s'emberlificote dans des considérations sans rapport avec la question, et finit par déclarer que la direction du M.P.P.T. fera connaître sa décision deux jours plus tard.

Le 26 avril, en effet, le Comité national du M.P.P.T. publie une déclaration où il rappelle d'abord l'analyse faite par son candidat le 24 avril à 21 H 15 :

« Il y a une chose très grave, le score de M. Le Pen, parce que cette montée du Front national exprime une radicalisation à droite. La raison de cette radicalisation réside dans le fait qu'ont été rompus les engagements pris en 1981. François Mitterrand avait dit aux travailleurs : il y aura rupture avec le capitalisme, et cela pour lutter contre le chômage. Il était dit aux travailleurs que les revendications pourraient être satisfaites. Mais à partir de 1982, c'est une politique exactement inverse qui a été menée. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a donné des milliards et des milliards aux capitalistes, pour spéculer, non pour investir dans l'économie. (...)

C'est ce qui a conduit à cette radicalisation à droite, qui est quelque chose de très, très grave.

Les responsables de cette situation ne sont pas les travailleurs. Le problème qui est posé reste toujours l'unité des travailleurs et des organisations. Les travailleurs sont toujours là. Les problèmes qui n'ont pas été discutés dans cette campagne seront discutés autre part, dans les entreprises, dans les localités, dans les campagnes, et là le score sera certainement autre chose, avec la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes.

Nous entrons dans une situation difficile, étant donné que la politique qui est proposée est celle de la constitution d'un gouvernement élargi à la droite. Pour quelle politique ? Sur quelle politique ? C'est là la question essentielle. Comme nous l'avons dit, aucun travailleur ne peut voter pour Le Pen, Chirac ou Barre, qui sont les représentants des partis officiels du grand capital. Mais il s'agit encore et toujours des problèmes de l'unité. Car c'est le peuple uni qui a la clé de la situation. Je ne doute pas que l'alliance des ouvriers et des paysans aura la victoire. >>

(I.O. n° 1364, page 2)

Exprimé sans restrictions mentales, cela signifiait :

1/ c'est MITTERRAND qui est responsable de la "radicalisation à droite",
2/ donc il est impossible de voter pour lui,
3/ les travailleurs ne peuvent pas non plus voter pour LE PEN, CHIRAC ou BARRE,
4/ cependant le M.P.P.T. ne peut les appeler à infliger à ceux-ci une défaite, à les chasser du pouvoir sans appeler à voter MITTERRAND,
5/ BOUSSEL invite donc, encore une fois sans le dire clairement, à ne pas voter.

LA SITUATION S'EST-ELLE AGGRAVEE ?

Après ce rappel, le Comité national du M.P.P.T. poursuit :

« Le comité national du MPPT considère que la situation a été encore aggravée par le fait que ces élections fabriquées, où aucun des problèmes qui assaillent les couches populaires des villes et des campagnes n'a été débattu, s'inscrivent dans la logique antidémocratique des institutions réactionnaires néo-bonapartistes de la V° République.

Le comité national rappelle que ces institutions ont été dénoncées en leur temps par tout le mouvement ouvrier et démocratique, et en particulier, avec virulence, par François Mitterrand. Il reste que la classe ouvrière a su préserver ses organisations indépendantes et particulièrement ses syndicats.

Le comité national du MPPT rappelle que les résultats du premier tour confirment que dans ces élections fabriquées les véritables problèmes qui concernent le peuple ont été totalement écartés du débat. Et c'est ainsi qu'avant même le deuxième tour le CNPF fait valoir ses propres "revendications" aux organisations syndicales. >>

Il est difficile de trouver autant de contre-vérités et d'approximations creuses en si peu de phrases, dont certaines (la première en particulier) ne veulent strictement rien dire, selon un style depuis longtemps reconnaissable.

Non, "la situation n'est pas aggravée" après le premier tour, dont les résultats, quel que soit le score de LE PEN, marquent déjà un échec des partis représentants la bourgeoisie. Leur défaite au deuxième tour apparaît comme l'hypothèse la plus probable. A moins de considérer que la défaite de CHIRAC, parce que la classe ouvrière a voté MITTERRAND, ne soit une "aggravation"... En fait, cette appréciation masque totalement le mouvement réel qui est en train de s'opérer où le prolétariat, après un temps d'expectative après décembre 1986, est en train de reprendre l'initiative en utilisant le terrain des élections, aussi déformé soit-il.

D'autre part, tous les phénomènes politiques depuis 1958 ne s'inscrivent pas "dans la logique anti-démocratique des institutions réactionnaires néo-bonapartistes de la Ve République". Ces institutions, qui ne sont que l'expression d'une politique destinée à briser le mouvement ouvrier organisé (mais qui n'y est pas parvenue) n'ont pas empêché et n'empêchent pas la lutte de classe de se poursuivre. En 1981, la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale s'inscrivait bel et bien "dans les institutions de la Ve République". Elle n'en correspondait pas moins à une défaite de ses promoteurs gaullistes et de leurs alliés de l'U.D.F.. Le 26 avril, ce qui est en train de se dessiner, c'est dans une autre situation, un évènement analogue, et c'est précisément ce que le Comité national du M.P.P.T. s'efforce de camoufler.

A PROPOS DES "ELECTIONS FABRIQUEES"

Quant aux "élections fabriquées", on se demande d'abord ce que cela peut vouloir dire. Notons en premier lieu la prudence du vocabulaire : "fabriquées", ce n'est pas "falsifiées", ni "truquées", ce qui serait sans doute difficile à démontrer. Mais alors, "fabriquées" en quoi ? On peut certes toujours dire que dans la société bourgeoise toutes les élections sont plus ou moins "fabriquées" du fait du système électoral en vigueur, des moyens financiers inégaux, etc... Mais en ce sens, celles-ci le sont-elles davantage que les précédentes ? Dire que "le peuple a été totalement écarté du débat" ne signifie rien. Comme si dans les élections bourgeoises, les vrais problèmes répondant aux intérêts de la classe ouvrière, avaient jamais été exprimés par les porte-paroles des partis de la bourgeoisie ou des appareils social-démocrate et stalinien !

En fait, cet "argument" n'est destiné qu'à "expliquer" à mots voilés (encore une fois) le score ridicule du candidat du M.P.P.T.. Déjà en 1986, les 0,64 % aux législatives avait été "expliquées" par l'absence de bulletins pour ses candidats dans certains bureaux de vote, et "de graves irrégularités dans de nombreux départements" ...Pour celles-ci, Pierre BOUSSEL-LAMBERT se charge lui-même de décrire la "fabrication", dans un Editorial d'Informations Ouvrières (n° 1355, page 3) :

> « le **trait distinctif qui saute le plus aux yeux dans la campagne actuelle est la falsification systématique à laquelle se livrent les « institutionnels ». A l'heure actuelle, la « mobilisation » des médias nationaux, la violation impudente du droit à l'information sont les principaux procédés employés pour « fabriquer » ces élections. Le but de toute cette politique est de tenter de former un gouvernement de coalition-cohabitation, afin de faire passer les plans meurtriers contre les masses ouvrières et paysannes. La « fabrication » des élections exige que la voix du MPPT soit étouffée, pour tenter d'étouffer grossièrement les problèmes réels.** »

L'argument de la "fabrication" ne recouvre rien d'autre que : "le peuple a été totalement écarté du débat"... puisque BOUSSEL a été boycotté (ce qui est d'ailleurs faux pour ce qui concerne les dispositions légales de la campagne) ! Est-il besoin de commenter ?

APPEL DE FAIT A L'ABSTENTION

Le même numéro d'Informations Ouvrières, grâce à une analyse des résultats à la fois opportune... et habile, démontre chiffres en main que dans ces élections présidentielles marquées par un nombre d'abstentions inférieur aux élections d'après 1981, "l'abstentionnisme ouvrier et populaire" continue d'exister. C'est en effet sur l'existence de cette abstention de la part de fractions relativement importantes de la classe ouvrière depuis 1982/83 que BOUSSEL-LAMBERT et le P.C.I./M.P.P.T. fondent leur slogan "Ne vous divisez pas" et se refusent à tout appel au désistement. La question est donc d'importance. S'il s'avèrait que la classe ouvrière ait voté massivement pour les candidats du P.C.F. et du P.S. et surtout pour ce dernier, toute la politique du M.P.P.T. serait en porte à faux.

I.O. se livre donc à une "étude" qui n'est qu'un trucage, d'ailleurs simple. Il suffit de faire comme si rien ne s'était passé depuis 7 ans, et de comparer seulement les chiffres des élections présidentielles de 1988 avec celles de 1981. I.O. "découvre" alors que les "abstentions ouvrières et populaires" aux élections présidentielles sont légèrement plus importantes en 1988. C'est d'ailleurs ce que proclame également la résolution du Secrétariat du P.C.I., déjà citée : "Il y a donc eu par rapport à 1981 augmentation de l'abstentionnisme ouvrier et populaire (dans une proportion cependant plus limitée qu'en 1986)..." Par contre (et la parenthèse ci-dessus, petit chef-d'oeuvre de duplicité, montre que le rédacteur le sait fort bien), on découvre, pour ce premier tour des élections présidentielles, exactement l'inverse si l'on prend en compte les résultats des consultations intermédiaires, dont l'échelonnement dans le temps reflète de façon détournée un mouvement réel. La classe ouvrière ni la jeunesse ne nourrissent d'illusions à l'égard de MITTERRAND et de sa politique, mais elles ont fait l'expérience de celle du gouvernement CHIRAC depuis deux ans, elles ont fait l'expérience de sa vulnérabilité

en décembre 1986, et en votant à nouveau massivement pour le candidat du P.S., elles entendent s'en débarrasser. "L'abstentionnisme ouvrier et populaire" ne peut plus fournir à la direction du P.C.I. et au M.P.P.T. le prétexte de refuser à appeler à voter MITTERRAND au second tour, dans la ligne du Front Unique ouvrier.

C'est cependant cette position que confirme le Comité national du M.P.P.T. :

> "Au deuxième tour, pour notre part, fidèles à notre politique d'unité, nous nous refusons à diviser les abstentionnistes ouvriers et populaires de ceux qui voteront d'autre part."

Là encore, il s'agit d'une tartuferie. Ce n'est pas leur participation aux élections qui divise les travailleurs, qu'ils s'abstiennent ou qu'ils votent pour des partis différents, P.C.F., P.S.... ou M.P.P.T.. La division de la classe ouvrière est provoquée par la bourgeoisie, avec les moyens qui sont les siens (concurrence, corporatisme, influence de l'Eglise, etc...) et par les appareils contre-révolutionnaires pour défendre l'ordre capitaliste ou les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. L'existence de courants différents, d'attitudes politiques différentes au sein de la classe ouvrière n'a jamais été une raison de ne pas appeler au Front Unique lorsqu'il peut être réalisé. Le slogan du M.P.P.T. : "Ne vous divisez pas" signifie en fait : que vous votiez ou non au second tour est sans importance. C'est un slogan gauchiste, qui n'ose pas dire sa couleur, parce que son contenu véritable est de s'opposer au vote contre CHIRAC, au maximum et par tous les moyens. C'est en fait une attitude de division, qui, toutes proportions gardées, n'a rien à envier à celle de la direction du P.C.F. en 1981, et que les électeurs qui avaient voté BOUSSEL au premier tour ne partageront pas au second, en reportant leurs suffrages sur MITTERRAND, seul candidat d'un parti ouvrier resté en présence face à celui de la bourgeoisie.

LA RECETTE MAGIQUE : L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Le 8 mai, la classe ouvrière et la jeunesse ont voté en masse contre CHIRAC. Face à cette réalité qu'elle avait tenté d'exorciser jusqu'au dernier moment, la direction du M.P.P.T. essaie d'ajuster au mieux ses positions avec les faits. C'est ainsi qu'on apprend (avec quelque retard) que P. BOUSSEL avait "prévu" le 26 avril, dans la discussion "qu'une partie des abstentionnistes du premier tour iront voter au deuxième tour". Exit, par conséquent, "l'abstentionnisme ouvrier et populaire" si laborieusement démontré. Cependant, le même leader éclairé n'est pas à cours de perspectives à proposer dans la nouvelle situation politique, et celle qu'il avance ne manque pas d'ampleur :

> **" S'il s'agit de la démocratie, alors l'Assemblée nationale de 1986 issue de la Constitution réactionnaire de la Ve République est illégitime, et après le vote du 8 mai doublement illégitime. S'il s'agit de la démocratie et des intérêts des masses populaires des villes et des campagnes et de la jeunesse, alors l'Assemblée nationale de 1986 issue de la Constitution bonapartiste de 1958-62 doit faire place à une Assemblée constituante élue par le peuple. Car la simple existence d'une Assemblée constituante prouvera que la Constitution réactionnaire de la Ve République n'existe plus. Et s'il n'existe plus de Constitution, il n'existera plus de pouvoir aux ordres du CNPF, et ce sera à l'Assemblée constituante, émanation de la souveraineté populaire, de gouverner."**
>
> (Informations Ouvrières N°1366)

On reste sans voix. L'existence d'une Assemblée Constituante ne constitue en rien une garantie quelconque pour les intérêts généraux de la classe ouvrière et de la population laborieuse en général, pas plus que pour leurs revendications immédiates et élémentaires. Le tableau tracé par PBL appartient à la magie (et à ses trucages) : une Assemblée Constituante naît, sans doute par génération spontanée ; aussitôt le régime précédent s'évanouit, le pouvoir disparaît, et le peuple gouverne. Heureusement que pendant sa campagne, P. BOUSSEL a pris la précaution de nous dire : "Nous ne sommes pas des charlatans". Un tel discours a un objectif politique précis : brouiller les cartes, écarter toute perspective politique immédiate. La seule proposée est encore une fois de "renforcer le M.P.P.T.", comme l'affirme au soir du 8 mai son Secrétariat :

> " Le secrétariat du MPPT réaffirme : au-delà des déclarations de circonstance, ces élections fabriquées n'ont rien réglé, tous les problèmes demeurent, l'unité des travailleurs et des organisations se réalisera dans les entreprises, dans les localités, les campagnes.
>
> Pour aider à la réalisation de l'unité, renforçons les rangs du MPPT qui construit un parti ouvrier indépendant.
>
> ● *Le 8 mai 1988, 21 h 45"*

A cette date, la dissolution de l'Assemblée Nationale n'est pas encore prononcée, et Informations Ouvrières tient pour évident la constitution d'un gouvernement de "Front Républicain" réunissant dans une politique commune, pour laquelle "ils sont tous d'accord", le P.S. et les représentants au moins "centristes" de la bourgeoisie, gouvernement appuyé sur l'Assemblée Nationale de 1986 :

> "Il se prépare dans ce pays un gouvernement de choc contre la classe ouvrière. Mais il y aura la lutte de classe." (I.O. n° 1364, page 7).

Certes, "il y aura la lutte de classe"... mais elle est déjà là, et elle vient justement de se manifester par la défaite infligée au candidat de la bourgeoisie, et elle se réfracte dans l'échec de MITTERRAND et ROCARD à appliquer leur politique "d'ouverture" aux représentants du capital. Cela I.O. ne semble pas le voir, ou s'efforce de le taire.

LA QUESTION GOUVERNEMENTALE

Puis brusquement tout bascule. Le numéro 1368 du 25 mai titre : "Quel gouvernement sera capable de défendre les intérêts des travailleurs ?".

Une constatation s'impose : pour la première fois depuis des années, I.O., devenu organe du M.P.P.T. après avoir été l'organe central du C.C. du P.C.I., titre, même si c'est sous une forme interrogative, sur la question du gouvernement. Même en novembre-décembre 1986, alors que le renversement du gouvernement CHIRAC était à l'ordre du jour en conséquence du mouvement des étudiants et des lycéens et par suite de la mobilisation en cours de la classe ouvrière, I.O. n'a pas soulevé la question : "Quel gouvernement sera capable de défendre les intérêts des travailleurs ?". Si aujourd'hui I.O. titre ainsi, il faut donc que cette question se pose immédiatement et avec tant de force qu'il soit impossible de n'en pas parler. Mais pourquoi en est-il ainsi ? Est-ce que si CHIRAC avait été élu président de la République elle se poserait de cette façon immédiate et brûlante . Poser ces questions c'est y répondre.

En votant MITTERRAND pour chasser CHIRAC, la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse ont mis à l'ordre du jour la question : quel gouvernement ? Elles vont y répondre nettement en votant aux élections à l'Assemblée Nationale pour une majorité P.S.-P.C.F.. En utilisant le bulletin de vote, y compris dans le cadre des institutions de la Ve République, elles feront en sorte que le combat pour un gouvernement P.S.-P.C.F., sans représentants des organisations et partis bourgeois, ou de "personnalités" faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie soit le combat d'aujourd'hui même. La constitution d'un tel gouvernement ne changerait bien entendu pas la nature du P.S. et du P.C.F., partis ouvriers traîtres, partis ouvriers bourgeois. Mais des rapports politiques extrêmement favorables au prolétariat s'établiraient pour qu'il exige que ses revendications soient satisfaites, que soient brisés le cadre et les institutions de la Ve République, mis en cause l'Etat bourgeois et ses corps constitués, afin de prendre les mesures anti-capitalistes indispensables à la solution de la crise économique.

Mais quelle réponse apportent le M.P.P.T. et la direction à la question que I.O. n° 1368 pose ? Dans sa déclaration du 21 mai, le bureau national du M.P.P.T. affirmait :

> **"QUEL gouvernement sera capable de défendre les intérêts des travailleurs ? Un gouvernement élargi à la droite baptisée centre, complètement aux ordres du CNPF ?**
>
> **Certainement pas !**
>
> **Un gouvernement capable de défendre les intérêts des travailleurs serait un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations qui s'engagerait à prendre les premières mesures suivantes :**
>
> (suit un ensemble de revendications)
>
> **Est-il possible de constituer un tel gouvernement dans le cadre de la Constitution gaulliste antidémocratique ?**
>
> **Certainement pas !**
>
> **Un tel gouvernement serait l'émanation de l'Assemblée constituante souveraine, responsable devant elle ; son premier acte serait de décider l'abrogation des institutions réactionnaires de l'Etat.**
>
> **Est-il possible de réaliser ce gouvernement au service du peuple et de la démocratie comme résultat des élections des 5 et 12 juin prochains ?"**

Ainsi la réponse serait : "un gouvernement émanation de la Constituante souveraine, responsable devant elle dont le premier acte devrait être de décider de l'abrogation des institutions réactionnaires de l'Etat". Admettons un instant que le mot d'ordre d'une "Constituante souveraine" soit valable, quelle voie pourrait mener à cette "Constituante" ? Aucune réponse sinon qu'il est impossible "de réaliser ce gouvernement au service du peuple et de la démocratie comme résultat des élection des 5 et 12 juin". En d'autres termes : il n'y a pas aujourd'hui de réponse possible au problème d'un gouvernement "au service du peuple et de la démocratie" et il n'y en aura pas avant un temps très très lointain. Car une "Assemblée Constituante" est par définition une Assemblée élue au suffrage universel, or, jusqu'à présent et pour un temps indéterminé, la représentation parlementaire de la population laborieuse, ce sont le P.S. et le P.C.F. qui l'assument. Il faudra donc attendre que le M.P.P.T. passe de 0,38 % des suffrages exprimés à plus de 50 %, ce qui demandera certainement un certain temps.

SUPERCHERIE

Y compris en admettant un instant que le mot d'ordre d'"Assemblée Constituante souveraine" soit correct, la méthode et l'orientation du M.P.P.T. ferme toute issue au prolétariat. Tout simplement parce que la méthode est radicalement fausse en corrélation avec une politique qui vise à bloquer toute issue au prolétariat. Poser en préalable à tout pas vers un gouvernement au service des travailleurs, l'abolition des institutions de la Ve République, c'est vouloir faire prendre l'effet pour la cause, mettre la réalité sur la tête. Prenons l'exemple de la première Constituante ayant existé en France : l'Assemblée Nationale de 1789 qui a rédigé la première constitution. Elle a été tout simplement constituée par les Etats généraux convoqués par Louis XVI, Etats généraux qui depuis des siècles faisaient partie des institutions de la royauté. Si le M.P.P.T. et la direction du P.C.I. croyaient à la valeur de leur propre mot d'ordre, qu'auraient-ils définis comme orientation ? Pour l'élection

d'une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale les 5 et 12 juin : le M.P.P.T. combat et combattra pour que cette majorité proclame l'Assemblée Nationale souveraine, qu'elle devienne l'Assemblée Constituante souveraine.

Poser en préalable la "Constituante" à toute perspective gouvernementale c'est une supercherie et du baratin, comme est une supercherie et du baratin la tarte à la crême du préalable à l'abolition de la Ve République et de ses institutions. Le M.P.P.T. et la direction du P.C.I. l'utilise pour brouiller la réalité des rapports politiques entre les classes, à l'intérieur du mouvement ouvrier et du prolétariat. Il s'agit encore une fois de boucher toute perspective au prolétariat, de combattre contre le Front Unique du P.S. et du P.C.F., de combattre la revendication qu'au nom des masses il est indispensable de leur adresser : rompez avec la bourgeoisie, comme il faut l'adresser aux appareils syndicaux sous une forme appropriée.

En France et au point actuel du développement de la lutte des classes, le mot d'ordre d'une Constituante souveraine, d'un gouvernement émanant d'elle est une mystification. D'abord, il n'est pas vrai qu'une "Constituante" satisferait nécessairement les revendications de la population laborieuse. En 1848, à la suite de la première révolution prolétarienne qui avait balayé la royauté constitutionnelle de Louis Philippe, une Constituante souveraine a été élue au suffrage universel le 23 avril : en guise de "satisfaire les revendications ouvrières" la Constituante et le gouvernement émanant d'elle organisèrent le massacre du 23 au 27 juin des ouvriers parisiens.

En 1944-45, l'Etat bourgeois français était fissuré, fragile, branlant sinon démantelé. DE GAULLE, chef du gouvernement provisoire a décidé de l'élection d'une Assemblée Constituante. Les élections ont lieu le 21 octobre 1945 : à eux deux, la S.F.I.O. et le P.C.F. ont obtenu 49,7 % des suffrages exprimés et une large majorité d'élus à l'Assemblée Nationale. Une deuxième Constituante a été élue le 2 juin 1946, à la suite du rejet par le suffrage universel sous l'impulsion de DE GAULLE (qui avait démissionné de la direction du gouvernement le 20 janvier) et du M.R.P. du premier projet de constitution. Résultat, en fait de "satisfaction des revendications" : la IVe République et ses institutions, la consolidation de l'Etat bourgeois. Contrairement à ce qu'affirme P.L., signataire de l'article cité plus haut, l'absence provisoire de constitution ne supprime pas "le pouvoir aux ordres du CNPF", c'est-à-dire, si l'on comprend bien, la domination de classe de la bourgeoisie.

UNE REVENDICATION DU COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

La revendication adressée au P.S. et du P.C.F. : "rompez avec la bourgeoisie, constituez un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois" est une revendication s'inscrivant dans le combat pour le Front Unique des organisations ouvrières politiques, P.S. et P.C.F. et syndicales, F.O., C.G.T., F.E.N.. Elle doit être complétée par la revendication : appuyez-vous sur la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. Elle s'inscrit dans le combat pour exprimer l'exigence des masses à un tel gouvernement : qu'il satisfasse les revendications ; qu'il détruise non seulement la Ve République et ses institutions mais l'Etat bourgeois et ses corps constitués et que soient jetées les bases d'un Etat ouvrier ; que le capital soit exproprié pour en finir avec la crise, élaboré et appliqué sous contrôle ouvrier un plan de production en vue de satisfaire les immenses besoins des masses ; que ce gouvernement s'engage sur la voie menant au socialisme. Elle n'est pas subordonnée au fait que le P.S. et le P.C.F. obtiennent la majorité à l'Assemblée Nationale.

Si de surcroît le P.S. et le P.C.F. obtiennent la majorité en élus à l'Assemblée Nationale, cela facilite (facilite seulement) grandement la lutte politique pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois. "Puisque vous avez même la majorité à l'Assemblée Nationale, décidez : que la majorité P.S.-P.C.F. est souveraine en proclamant l'Assemblée Nationale souveraine ; que le gouvernement émane d'elle et réponde devant elle (c'est-à-dire des députés P.S. et P.C.F.) ; que ce gouvernement s'appuie sur la mobilisation et l'organisation de la population laborieuse et de la jeunesse". Cela n'a rien à voir avec le mot d'ordre de "la Constituante souveraine" qui se situe dans le cadre de la société et de l'Etat bourgeois.

UNE FORMULE "MYSTERIEUSE"

La résolution du Comité national du M.P.P.T. poursuit :

> **" Le MPPT réaffirme aux travailleurs la position de son candidat à l'élection présidentielle : ce ne sont pas dans ces élections fabriquées que vous pouvez réaliser l'unité des travailleurs et des organisations indispensable à la satisfaction des revendications. C'est dans les entreprises, les localités, les villes et les campagnes que, par l'alliance ouvrière et paysanne, vous réaliserez le gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations. "**

et la résolution conclut, selon le schéma habituel :

> **" Le MPPT vous appelle à participer largement aux assemblées-débat qu'il organise dans tout le pays, et à rejoindre les rangs de celles et ceux qui combattent pour construire dans ce pays un authentique parti ouvrier indépendant. Soyez unis ! Ne vous divisez pas ! "**

●

La fameuse formule "unité des travailleurs et des organisations" révèle sa fonction. P. BOUSSEL l'avait constamment dans la bouche pendant sa campagne électorale. Il n'a jamais précisé de quelles organisations il s'agissait. Et pour cause : dire qu'il s'agit des organisations politiques, P.S. et P.C.F., et des organisations syndicales, C.G.T., F.O., F.E.N., c'est dire la forme et le contenu du Front Unique. C'est évidemment directement contradictoire avec tout le sens de sa campagne contre la réélection de MITTERRAND, avec le refus de s'adresser aux dirigeants de ces organisations pour qu'ils réalisent l'unité contre le gouvernement CHIRAC et pour sa disparition, contradictoire avec le refus d'aborder la question du gouvernement. Car la forme la plus élevée de l'unité des travailleurs et de leurs organisations, se situe bien au niveau gouvernemental : c'est en France en 1988 la constitution d'un gouvernement P.S.-P.C.F., appuyé sur la classe ouvrière et la jeunesse pour avancer vers le socialisme.

Le flou artistique du slogan utilisé par le M.P.P.T., doublé de l'absence de tout moyen de le réaliser (la phrase : "Vous pouvez réaliser l'unité" reporte sur les travailleurs la responsabilité du fait qu'elle ne se réalise pas...) montre que la direction du P.C.I. ne peut pas faire autrement que de se réclamer de l'unité, selon une formule qui ressemble à celle du Front Unique, mais qu'en fait elle est contre et s'efforce de le battre en brèche, comme cela s'est illustré lors du mouvement des étudiants et des lycéens en novembre-décembre 1986, et par la lutte menée contre le désistement au second tour de l'élection présidentielle.

A propos des législatives, le Bureau national du M.P.P.T. les a qualifiées, elles aussi, de "fabriquées", sans qu'on sache bien pourquoi cette fois. Une question mérite de lui être posée : si ces élections sont "fabriquées" et que leur résultat, poursuivant celui des présidentielles, envoie à l'Assemblée Nationale, comme en 1981,une majorité absolue P.S.-P.C.F., s'agira-t-il d'une majorité truquée ? En d'autres termes, si comme dans d'autres cas, les masses arrivent à exprimer leur poids politique dans ces élections, faut-il oui ou non y contribuer ? Et comment, sinon par le mot d'ordre traditionnel de désistement et de vote au second tour pour le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour ? L'invocation des "élections fabriquées" n'a cette fois d'autre fonction que de couvrir un appel à l'abstention, s'opposant ainsi au mouvement engagé par la classe ouvrière.

UNE "ANALYSE" FRAUDULEUSE

Dans les circonstances actuelles, une telle prise de position est d'une gravité indéniable. Elle doit être mise en rapport avec la troisième section du Rapport politique préparatoire au récent congrès du P.C.I.. On y lit en effet :

> **1. Au lendemain de l'élection présidentielle, il n'est question, dans toutes les sphères de la vie politique de ce pays, que de "recomposition politique". En réalité, le 24 avril et le 8 mai ont marqué l'ouverture d'une phase de décomposition politique qu'aucune combinaison gouvernementale ne va suffire à endiguer.**
>
> Décomposition politique qui trouve son épicentre dans la subite accélération de la crise institutionnelle.

Cette analyse est radicalement fausse. Néanmoins elle sous-tend la déclaration du M.P.P.T. et la plupart des articles d'Informations Ouvrières (sauf peut-être ceux de Yannick GUILLOU pour lequel il semble que rien ne se soit passé le 8 mai !).

Que la bourgeoisie vienne de subir une défaite, que MITTERRAND ait été utilisé par les masses comme un instrument de leur initiative propre et qu'elles conservent et soient prêtes à développer cette initiative, tout cela est gommé, effacé. Les rapports réels de la crise politique sont une fois de plus camouflés en "crise institutionnelle".

A l'appui de sa thèse, le rapport cite la situation contradictoire de MITTERRAND entre "les exigences du CNPF" et sa base électorale, ce qui n'a rien de nouveau en soi : depuis 1914, les dirigeants et ministres sociaux-démocrates ont toujours vécu dans la contradiction entre le maintien de l'ordre bourgeois et leur délégation comme dirigeants ou représentants d'un parti du mouvement ouvrier. Le rapport cite encore la crise du R.P.R., la dislocation de l'U.D.F., ce qui est également faux : les partis de la bourgeoisie ont essuyé une défaite cinglante, mais ils ne sont pas disloqués et ne se dissolvent pas. Ils ont su se regrouper dès avant la dissolution de l'Assemblée. La crise du P.S., contrairement à ce qu'affirme le rapport, n'est pas encore ouverte, etc...

Il n'y a donc pas "décomposition politique de la Ve République". Depuis avril, les évènements se déroulent, comme antérieurement, dans le cadre de ses institutions politiques, qui se sont révélées à l'usage beaucoup plus

élastiques qu'on ne l'aurait pensé. Présenter ainsi la situation, c'est noyer le concret dans l'abstrait, et ce n'est pas en ajoutant :

> "2. Les processus de décomposition politique à l'oeuvre sont aiguillonnés par l'aiguisement des antagonismes de classe qui s'est exprimé y compris sur le terrain déformé de l'élection présidentielle".

qu'on y change quoi que ce soit : tous les processus de décomposition politique, à notre connaissance, ont leur origine dans les antagonismes de classe, et on ne voit pas qu'il puisse en être autrement.

Cette profonde remarque ne sert qu'à introduire un rappel des appréciations prétendumment "justes" formulées antérieurement par la direction. Elle dispense d'un véritable examen des différentes déterminations de la situation, en particulier de la façon dont le prolétariat français s'apprête à engager le combat pour résoudre la question gouvernementale, et d'avancer les mots d'ordre en conséquence. On chercherait vainement, en particulier, quoi que ce soit sur les perspectives de grève générale.

* * *

Durant ces deux mois, les militants du P.C.I. ont pu expérimenter durement la véritable signification de l'orientation poursuivie par leur direction et ses alliés au sein du M.P.P.T., et l'impasse dans laquelle elle les enferme. Ils ont pu toucher du doigt plus que jamais auparavant en quoi le Mouvement Pour un Parti des Travailleurs était en fait un Mouvement contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire, et contre le trotskysme.

Or, que vient-il de se passer au 33e congrès du P.C.I. ? Si on en croit I.O. n° 1368 :

> "Les délégués au XXXIIIe congrès du P.C.I. ont ensuite débattu, à partir de la résolution adoptée auparavant par le bureau national du M.P.P.T., de la manière dont ils allaient, à égalité de droit et de devoir avec les autres composantes du M.P.P.T., participer dans le cadre des sections du M.P.P.T., à la mise en oeuvre de cette résolution."

Le B.N. du M.P.P.T. décide de l'orientation, le congrès du P.C.I. n'a plus le droit que de discuter de son application. C'est clair. La défense du P.C.I. exige que le bilan soit rapidement tiré par les militants du P.C.I..

NOTE: L'abondance des matières ne permet pas de publier un article sur l'URSS. CPS le publiera dans son prochain numéro.

ERRATUM A DECOUPER ET A INSERER PAGE 8 DE CPS N° SPECIAL 21 bis du 15/5/88:
Page 8, 19ème ligne, à la place de "du budget global des hôpitaux", lire : "suppression du budget global des hôpitaux".

S O M M A I R E

de CPS N°22 du 22 juin 1988.

-POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRES REPRESENTANT LA BOURGEOISIE P 1
-Des brisants à la "Vague Rose" P 1
-Résultats du premier tour des élections législatives. P 2
-Désistement réciproque. P 3
-Classe contre classe. P 3
-Et toujours "l'ouverture au centre". P 4
-Un gouvernement fragile et faible. P 4
-Il y a une majorité à l'Assemblée Nle.. P 5
-Pour un gouvernement PS-PCF sans représentant de la bourgeoisie. P 5
-Une nouvelle étape de la lutte de classe du prolétariat. P 6

- DIRIGEANTS SYNDICAUX: ROMPEZ LES "NEGOCIATIONS" SUR LES REVENDICATIONS DU CNPF. P 7
-"Un accord de méthode". P 7
-Autres objectifs du CNPF: la Sécurité Sociale. P 7
-L'important c'est de participer. P 8
-ROCARD, la commission du plan. P 8
-MITTERRAND a fixé l'orientation du gouvernement. P 9
-Un gouvernement faible et fragile. P 10
-Les appareils syndicaux en 1ère ligne. P 11

-POUR DE VERITABLES GREVES GENERALES. P 11
-CHAUSSON, MICHELIN, SNECMA : bilan. P 11
-Faillite d'une méthode. P 11
-Un témoignage. P 12
-Préparer d'authentiques grèves générales. P 13

-LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORME CPS. P 14
-Intervention au Congrès Départemental de la FCPE du RHONE. P 14
-Résolution proposée. P 15
-Compte rendu du Congrès Académique du SNES P 16
-Résolution d'orientation générale. P 16
-Afrique du sud. P 17
-Contribution ISL/SU sur la Nlle.CALEDONIE. P 17
-Adresse du Bureau Syndical CGT PECHINEY VOREPPE à la Confédération vis à vis des élections présidentielles. P 18
-Résolution présentée à l'assemblée générale du syndicat des professeurs d'écoles normales (SNPEN-FEN). P 18

-LE SYSTEME DE CREDIT ET BANCAIRE : "UN DES VEHICULES LES PLUS EFFICACES DES CRISES ET DES SPECULATIONS". P 19
-Reprise limitée. P 19
-Une stabilisation relative. P 19
-Hausse du taux de profit. P 20
-Dévalorisation du capital constant P 20
-Intervention des banques centrales. P 20
-Une politique concertée et coordonnée. P 21
-"Pas assez loin". P 21
-Les déséquilibres subsistent. P 22
-Les systèmes du crédit et bancaire. P 23
-Après la deuxième guerre mondiale. P 23
-Et depuis 1974-75. P 23
-Inflation P 24
-Oscillations. P 24
-Et toujours la dette des pays semi- coloniaux. P 24
-Pour la classe ouvrière :l'exemple des USA P 25

-MPPT : BILAN ET SUITE DE LA CANDIDATURE DE P. BOUSSEL. P 26
-BOUSSEL et les "médias" P 26
-Un "syndicaliste" honnête et loyal. P 26
-De la "complexité" des choses. P 27
-Feu sur MITTERRAND. P 28
-Il faut des coupables. P 28
-Au nom de l'unité, la division. P 29
-La situation s'est-elle aggravée? P 29
-A propos des"élections préfabriquées". P 30
-Appel de fait à l'abstention. P 30
-La recette magique: l'Assemblée constituante. P 31
-La question gouvernementale. P 32
-Supercherie. P 32
-Une revendication du combat pour le Front Unique Ouvrier. P 33
-Une formule "mystérieuse". P 33
-Une "analyse" frauduleuse. P 34

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME".

10 numéros : 70Fr.

NOM : _____ - PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Une lettre, en caractères d'imprimerie, par case. Merci.)

Chèque à l'ordre de : Stéphane JUST.

ENVOYER A : Stéphane JUST B.P. 154 92804 PUTEAUX CEDEX.

Directeur de la publication: Stéphane JUST.
Commission paritaire N°:67187.
N° ISSN: 0763790 X.
Imprimerie spéciale.